

UCLG  
meets  
UCLG  
meets

RAPPORT  
SEMINAIRE  
2020  
DE CGLU

UCLG  
meets  
UCLG  
meets



# RÉSUMÉ ET RECOMMANDATIONS



Le Séminaire annuel de CGLU rassemble pendant une semaine les principaux piliers (Secrétariats des Commissions, etc.) et partenaires de l'Organisation, afin de définir des synergies et de développer des actions conformes aux plans de travail définis par les organes statutaires. Il permet aux participant-e-s de renforcer les liens entre les différentes parties de l'écosystème de CGLU, notamment avec les dirigeant-e-s politiques et le personnel technique, afin de se réunir en tant que réseau et de réfléchir aux priorités de l'année. Un grand nombre de participant-e-s considèrent par ailleurs qu'il s'agit d'un moment privilégié pour saisir véritablement comment fonctionne un réseau mondial et se familiariser avec les différents domaines de travail.

Cela explique probablement l'intérêt croissant suscité par la réunion, qui a débuté avec une soixantaine de participant-e-s, pour en rassembler plus de 200 aujourd'hui. Au cours des cinq années qui se sont écoulées depuis sa création, le Séminaire annuel de CGLU est devenu un rassemblement mondial, que les participant-e-s ont fini par définir comme « le DAVOS de l'action locale ». Cela témoigne de l'enthousiasme engendré par le Séminaire, de la volonté des participant-e-s d'y prendre part et de son utilité pour le réseau de CGLU dans son ensemble.

La sixième édition du Séminaire et campus de CGLU s'est déroulée du 24 au 28 février 2020 à Tanger.

**Copyright © 2020 CGLU**

Tous droits réservés. Nulle partie de ce livre ne peut être réimprimée, reproduite ou utilisée sous quelque forme ou par quelque moyen électronique, mécanique ou autre, actuel ou futur, y compris la photocopie et l'enregistrement, ou tout système de stockage d'information ou de récupération, sans autorisation écrite des éditeurs.

United Cities and Local Governments  
Cités et Gouvernements Locaux Unis  
Ciudades y Gobiernos Locales Unidos  
Avinyó 15 08002 Barcelona  
[www.uclg.org](http://www.uclg.org)

Ce document a été réalisé avec le soutien financier de l'Union européenne. Le contenu de ce document est de la responsabilité de CGLU et sous aucun prétexte il ne peut être interprété comme le reflet du positionnement de l'Union européenne.

**Crédits photos :**

@UCLG-CGLU/Mark Schardan



# SOMMAIRE

# 0

## INTRODUCTION

PAGE 06

# 1

## PRIORITÉS THÉMATIQUES ET HÉRITAGE DE DURBAN

PAGE 10

Identification des  
principaux défis et  
objectifs

Finances locales

Transition écologique

Démocratie locale

Égalité et droits

# 2

## SYNCHRONISATION

PAGE 32

Vagues d'action de CGLU :  
les migrations

Actions Culture : 7 clés

# 3

## LOCALISATION ET MISE EN ŒUVRE FACTUELLES

PAGE 38

Accélérer la localisation

L'agenda de recherche

# 4

## UN NOUVEAU MOUVEMENT

PAGE 48

Les Local4Action Hubs

Les Local4Action  
Hubs, un outil pour la  
synchronisation

# 5

## LES VILLES À L'ÉCOUTE

PAGE 56

Processus du Town Hall

L'avenir que nous  
voulons : UN75  
et au-delà

# 6

## LE SAVIEZ-VOUS ? PENDANT LE SÉMINAIRE, NOUS AVONS ÉGALEMENT ORGANISÉ...

PAGE 64



# INTRODUCTION

---

◆ **APRÈS SIX ÉDITIONS, LE SÉMINAIRE DE CGLU EST DEVENU** un rassemblement très représentatif, au cours duquel se réunissent les maillons clés du mouvement. Il encourage aux échanges entre praticien-ne-s et à la mise en place de nouvelles initiatives dans le cadre du programme de travail. Il permet de créer et consolider des liens entre les différentes parties du réseau. L'édition 2020 s'est tout particulièrement attachée à s'assurer que l'action globale prenne bien ses racines dans la pratique locale. Plus de 200 personnes ont participé à l'événement à Tanger, représentant-e-s de gouvernements locaux, d'organisations sœurs, de partenaires et de la société civile. Le présent rapport est un aperçu des principales discussions qui ont eu lieu et des prochaines étapes prévues.

---

◆ **LE SÉMINAIRE 2020 S'EST DÉROULÉ** du 24 au 28 février à Tanger ; il a mis en avant la nécessité de perpétuer l'héritage du Congrès et a été défini par le président de CGLU, Mohamed Boudra, comme le premier pas dans la « galaxie CGLU ».

---

◆ **CE SÉMINAIRE, LE PREMIER APRÈS NOTRE CONGRÈS MONDIAL À DURBAN** où avait été consolidée notre stratégie vers 2020, avait dans l'esprit de synchroniser nos actions partout dans le monde. La semaine entendait coordonner les outils, mais aussi leur mode d'application, afin d'encourager la coopération au sein de CGLU et aller encore plus loin que ce que nous avons déjà accompli.

---

◆ **LE SÉMINAIRE AVAIT ÉGALEMENT POUR OBJECTIF DE CONNECTER LA VISION POLITIQUE** aux différentes parties du réseau et à leurs plans de travail, afin d'aligner le récit de l'Organisation mondiale et connecter l'ensemble de notre travail aux agendas mondiaux. Les concepts de diplomatie transformatrice, de décennie de la localisation et de la transition d'un système international vers un système interurbain ont été intégrés tout au long de la semaine, afin de nous assurer que la transformation que nous voulons pour nos sociétés démarre chez nous.

---

◆ **LES DOMAINES DE TRAVAIL DE NOTRE ORGANISATION MONDIALE** ont présenté leurs priorités pour l'année, avec un accent mis sur les thématiques clés telles que les finances locales, la transition écologique, la démocratie locale et l'égalité et les droits. Nos équipes d'apprentissage et de recherche ont organisé des sessions sur leur agenda pour l'année, et notre séance sur les vagues d'action visait à synchroniser nos efforts communs pour veiller à la réussite de la prochaine génération de vagues.



- 
- ◆ **LE SÉMINAIRE A ÉGALEMENT ÉTÉ L'OCCASION DE DIFFUSER L'ENQUÊTE UN75.** Alors que nous nous trouvons au seuil de la décennie de la localisation, notre collectif, inspiré par notre conseiller UBUNTU, Aromar Revi, s'est uni à la conversation sur l'avenir du monde et le multilatéralisme. La Déclaration de Tanger, publiée en toute fin de Séminaire, a mis sur le papier les rêves de notre direction politique, en imaginant un avenir qui nous permettrait de transformer des sociétés de paix, prêtes à garantir ce futur au travers de nos engagements, vers un système multilatéral inclusif.
- 
- ◆ **LA RÉUNION ANNUELLE DE LA GLOBAL TASKFORCE DES GOUVERNEMENTS LOCAUX ET RÉGIONAUX** a rassemblé des représentant·e·s de ses 24 organisations membres et permis de convenir d'une action et d'une mobilisation communes pour l'année, avec une focalisation particulière sur l'égalité des genres, le climat et la biodiversité, ainsi que sur notre rôle au prochain Forum politique de haut niveau (FPHN) en 2020, qui ne sera pas spécifiquement lié - et ce pour la première fois - à des ODD.



- 
- ◆ **DES SESSIONS DE TRAVAIL ONT EU LIEU TOUT AU LONG DU SÉMINAIRE :** nos commissions, la session spéciale sur le prochain Forum sur les villes de paix, un atelier de communication, ainsi que des sessions sur les migrations, le suivi de la localisation des ODD, la stratégie de CGLU en matière de communication et relative à l'égalité des genres, entre autres.
- 
- ◆ **APRÈS SIX ÉDITIONS, LE SÉMINAIRE DE CGLU** est devenu un rassemblement mondial en mesure de faire valoir la force du mouvement, où qu'il se déroule. L'événement a pu s'appuyer sur les expériences locales et les pratiques locales, en veillant à ce que le travail de l'Organisation mondiale soit en symbiose avec ce qui a lieu à l'échelle locale.



1

PRIORITÉS THÉMATIQUES  
ET HÉRITAGE DE DURBAN

# IDENTIFICATION DES PRINCIPAUX DÉFIS ET OBJECTIFS

- 
- ◆ **AU COURS DE LA PREMIÈRE SESSION DU SÉMINAIRE DE CGLU**, l'héritage et l'influence du Congrès de Durban ont été présentés aux participant-e-s, ainsi que le plan de travail adopté par le Conseil mondial à Durban. Le Secrétariat mondial a ensuite pris la parole et les différents domaines de travail ont présenté leurs efforts pour la prochaine année.

---

  - ◆ **LE PRÉSIDENT MOHAMED BOUDRA, ET LA COPRÉSIDENTE THEMBISILE NKADIMENG** ont rappelé l'héritage de Durban et souligné que le Séminaire était la première occasion de se familiariser avec la Galaxie CGLU. Il et elle ont rappelé l'engagement à maintenir, soutenir et développer nos villes et gouvernements locaux, et à faire tomber les barrières pour permettre à nos gouvernements locaux et régionaux de s'épanouir.

---

  - ◆ **LA SECRÉTAIRE GÉNÉRALE DE CGLU, EMILIA SAIZ**, a rappelé que le Séminaire est une réunion qui aborde ce que CGLU fait pour le mouvement. Et notre mouvement, ce ne sont pas seulement les idées que nous partageons, ce sont également les personnes qui font ce mouvement. Les personnes changent, les générations changent, mais nous restons tou-te-s uni-e-s par un héritage fondamental et nous avons besoin d'accorder davantage de visibilité à nos superpouvoirs. Lors du Congrès de Durban, nous avons appris qu'en Afrique du Sud, les sociétés se caractérisent par les histoires qu'elles racontent à leurs enfants : c'est le récit et discours que nous nous devons de créer à CGLU, pour nous assurer que l'héritage est transmis et encore davantage développé.

---

  - ◆ **LA SESSION A PERMIS DE CONVENIR LARGEMENT** de l'importance des outils de communication, notamment **#UCLGmeets** et **#CitiesAreListening**, qui sont des moyens puissants de capter l'attention et susciter la discussion pour le mouvement. En ce sens, tous deux peuvent être considérés comme des superpouvoirs du réseau de CGLU : ils sont la confirmation que la communauté internationale tient bien compte de nous.

---

  - ◆ **LE SÉMINAIRE A VOCATION À CONNECTER LA VISION POLITIQUE** aux différentes parties du réseau et à leurs plans de travail. C'est le lieu où se produit la **synchronisation** des réseaux qui composent notre mouvement. Il nous faut renforcer notre travail ; nous devons donner plus de puissance à nos actions. L'instrument qui permettra cela est la connexion des agendas

locaux et mondiaux et le développement de concepts transformateurs qui guideront notre travail pendant la décennie de mise en œuvre. Ainsi, la **diplomatie des villes** est une diplomatie transformatrice ; une nouvelle manière d'interagir entre acteurs ; et la **décennie de mise en œuvre** est la **décennie de la localisation**, le moment où les communautés locales s'empareront des agendas universels pour garantir la localisation.

---

◆ **LE SÉMINAIRE EST L'OCCASION D'ESSAYER DE COORDONNER CES OUTILS**, de voir comment nous pouvons les appliquer, comment nous pouvons renforcer notre coopération pour aller encore plus loin dans ce que nous faisons. Il s'agit de bâtir sur l'expérience et la pratique locales. Être une organisation mondiale ne veut pas dire être déconnecté-e-s de ce qui a lieu à l'échelle locale.

---

◆ **LES DIFFÉRENTS DOMAINES DE TRAVAIL DE CGLU SONT TOUS CRUCIAUX**. Du côté politique, il sera essentiel lors de cette décennie de co-définir notre récit et notre discours. L'apprentissage est également un point critique, non pas tant pour multiplier, mais principalement pour opérer une poussée vers l'apprentissage collectif en tant que mouvement. Dans le façonnage de la scène de la gouvernance multiniveaux, notre voix sera particulièrement importante cette année, étant donné que notre tâche est de coordonner notre vision et intensifier la notion de localisation, afin de l'amener à la prochaine frontière.

---

◆ **TOUT CECI POURRA ÊTRE FAIT GRÂCE À LA FORCE DE NOTRE RÉSEAU**, qui reste inclusif et transparent, et par l'intermédiaire des partenariats avec d'autres acteurs qui consolident notre travail.

---

◆ **L'ÉQUIPE DE POLITIQUE A SOULIGNÉ LES INNOVATIONS** clés dans le domaine politique figurant dans le plan de travail. En tête se trouve le besoin de consolider et amplifier les voix communes émanant de la Global Taskforce, en particulier concernant le **climat** et la **biodiversité**. Localiser le financement pour la lutte contre le changement climatique et être au cœur des négociations du cadre de la biodiversité seront au centre de notre travail.

---

◆ **L'UNE DES INNOVATIONS CLÉS DU PLAN DE TRAVAIL 2020 EST LA CARTOGRAPHIE DES POLITIQUES**, qui permettra au Secrétariat mondial d'intégrer systématiquement les retours politiques provenant du Congrès. Avec un élargissement aux sessions Town Hall et avec les contributions du réseau tout entier, la cartographie des politiques réalisée par le Secrétariat mondial envisagera ce que l'avenir réserve à notre mouvement.

---

◆ **L'ÉQUIPE D'APPRENTISSAGE** a présenté son objectif d'être plus introspective cette année, de cultiver un **réseau de formateur-riche-s** et de faciliter les pratiques d'apprentissage dans tout le réseau.





---

◆ **L'ÉQUIPE A ÉVOQUÉ LE FORUM D'APPRENTISSAGE**, en expliquant ce qui est fait sur les questions d'apprentissage par chacun et chacune, et les objectifs pour ouvrir le dialogue avec toutes les parties du réseau, synchroniser les stratégies, les renforcer et apporter des changements concrets plus visibles, selon une meilleure perspective commune.

---

◆ **APRÈS UN CYCLE RÉUSSI AYANT CULMINÉ** avec la 5e édition de notre rapport phare, l'équipe de recherche prépare désormais le terrain pour l'élaboration de **GOLD VI**, en se centrant sur l'égalité et les services de base, avec la collaboration d'expert-e-s de l'University College de Londres. L'équipe s'efforcera également d'impliquer davantage les domaines de travail de l'Organisation mondiale ainsi que les associations de gouvernements locaux. Le 4e rapport au FPHN est également l'un des éléments clés de l'agenda de recherche.



- 
- ◆ **LA COMMUNAUTÉ DE PRATIQUES SUR LES EXAMENS LOCAUX VOLONTAIRES** (*Voluntary Local Reviews, VLR* en anglais), qui a démarré en 2020, est l'une des innovations clés dans l'Organisation mondiale que l'équipe de recherche aidera à piloter. Elle vise à créer un espace où les gouvernements locaux et régionaux (GLR) pourront échanger des informations sur l'élaboration des **examens locaux volontaires**, conformément à leurs propres stratégies et capacités.

---

  - ◆ **LES EXPÉRIENCES PILOTES ASCENDANTES** (*bottom-up*) et à l'échelle du pays en matière de rapports infranationaux sont une priorité essentielle de l'équipe de recherche pour 2020. Le but est d'accroître la participation avec les associations de gouvernements locaux (pour le moment, avec celles du Costa Rica, du Népal, du Kenya, du Mozambique et du Bénin), promouvoir le plaidoyer d'implication infranationale au sein des processus de rapports nationaux et, autant que possible, encourager l'établissement de leurs propres rapports par les associations.

---

  - ◆ **L'ÉQUIPE DES FINANCES A FAIT** part de la situation financière de l'Organisation mondiale, qui a atteint un budget record de 5,1 millions d'euros, dont la majorité provient des cotisations des membres. L'autre part importante des revenus vient de partenariats et de subventions obtenues par notre Organisation mondiale : la Commission européenne ; le programme de migrations MC2M et, plus récemment, l'Agence suédoise de développement international (SIDA, selon l'acronyme anglais).

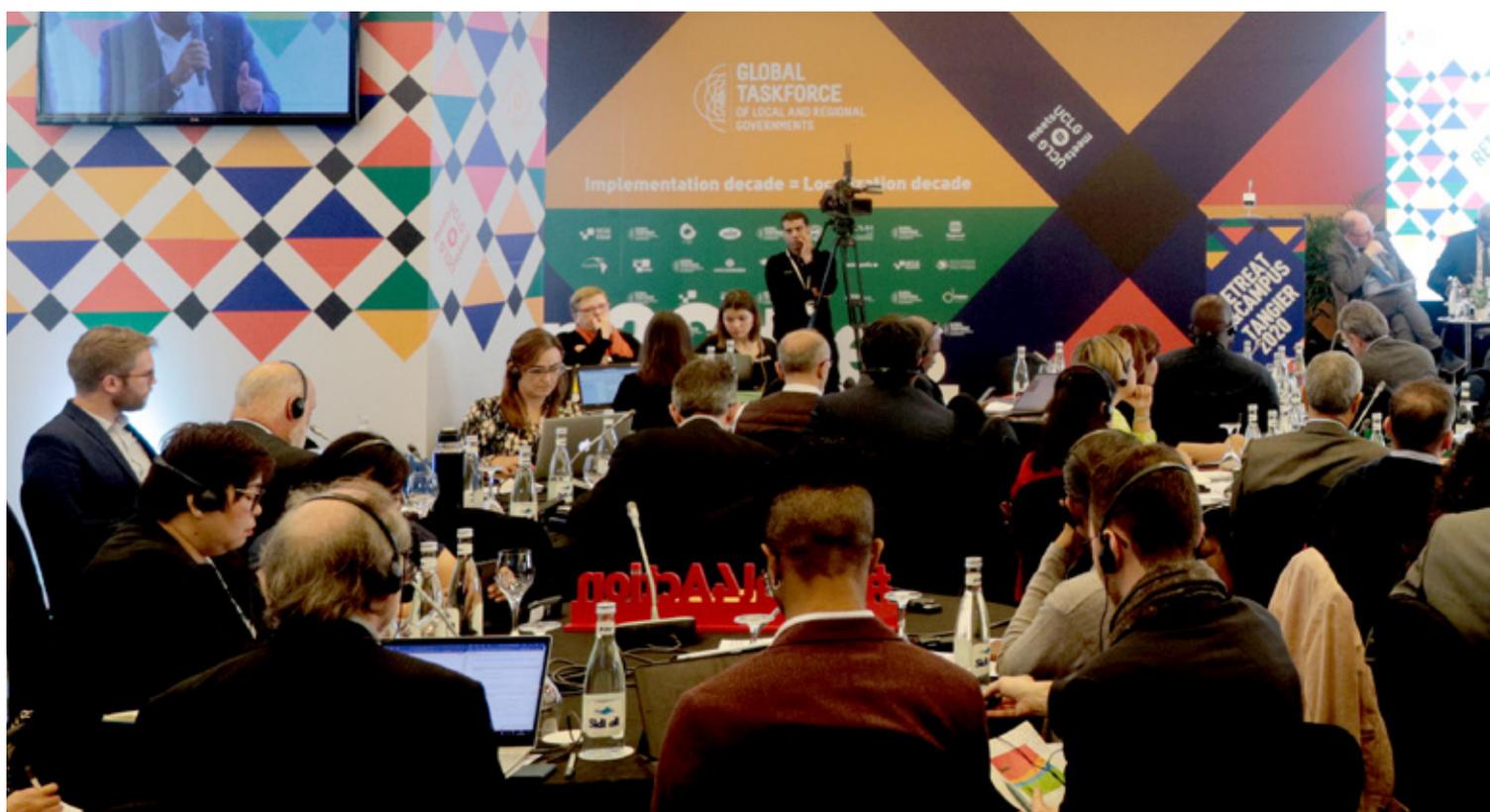


- 
- ◆ **ÉTANT DONNÉ QUE L'ORGANISATION MONDIALE** reçoit de l'argent public de la part de bailleurs publics, des procédures strictes ont dû être mises en place. Nous avons un rapport d'audit, ainsi que des audits de la part de la Commission européenne, et en 2020, de la part de l'Agence suédoise de développement international.
- 
- ◆ **PLUS RÉCEMMENT, PAR LE BIAIS DE L'ACCORD AVEC L'UE**, un mécanisme a été créé pour évaluer les activités menées par le Secrétariat mondial et l'ensemble du réseau de CGLU. Des indicateurs sont actuellement en cours de définition.
- 
- ◆ **LES DOMAINES DE TRAVAIL SPÉCIFIQUES ONT PRÉSENTÉ LEURS PLANS POUR CETTE ANNÉE.** Metropolis a présenté son plan pour une **vague d'action sur l'accès inclusif à la ville**, visant à concevoir un espace public qui va au-delà du travail, et au sein duquel chacun·e a un accès équitable à la ville.
- 
- ◆ **LA COMMISSION DE CGLU SUR L'INCLUSION SOCIALE**, la démocratie participative et les droits humains a mis sur la table le besoin d'explorer ce que le concept de droit à la ville signifie, en particulier concernant le droit au logement, mais également les questions telles que le genre, les migrations, la justice climatique et elle a indiqué que le concept du droit à la ville amène une réelle transformation à l'échelle locale. Dans un contexte de discrimination grandissante et de discours de haine, les gouvernements locaux sont les **gardiens des grandes valeurs des droits humains**.
- 
- ◆ **LA COMMISSION CULTURE DE CGLU** a indiqué qu'il est essentiel pour elle d'améliorer le plaidoyer, pour veiller à ce que la **culture** et la **préservation du patrimoine** soient considérées comme objectifs en elles-mêmes. La Commission a évoqué la nécessité d'apprendre et échanger avec les autres commissions, et avec le mouvement municipaliste et les autres mouvements.
- 
- ◆ **ELLE A ENSUITE ABORDÉ LA FAÇON DONT LE 10E FORUM URBAIN MONDIAL** a contribué à mettre en avant les thématiques clés pour la Commission Culture. Elle a exprimé combien la culture et le patrimoine doivent être à la base de la localisation, afin que l'identité et l'appropriation par les communautés locales soient en première ligne des efforts de localisation et pour que ces agendas puissent réussir. Il nous faut un « ODD 18 » sur la culture !
- 
- ◆ **L'ÉQUIPE DES FINANCES LOCALES DE CGLU** a apporté des éclairages sur le caractère mondial de la stratégie de CGLU relative à la localisation des financements de soutien au développement durable.

# FINANCES LOCALES

La **stratégie de CGLU relative à la localisation des financements** se structure autour de trois grands axes :

- 1** Le **plaidoyer** doit se baser sur les réalités, d'où notre partenariat avec l'OCDE pour mettre en place un observatoire mondial, qui a émis un rapport en 2019, contenant des informations sur les finances locales et la gouvernance municipale dans plus de 120 pays.
- 2** L'**interaction et le partage des expériences** sont les principaux objectifs de la Communauté de pratiques sur les finances locales, bien qu'il faille encore travailler à étendre la portée de la Communauté.
- 3** L'**action concrète** est le troisième axe principal de la stratégie, car il est important d'accompagner les gouvernements locaux sur un point particulier : l'accès aux marchés financiers. Il est clair que nous ne pouvons pas financer des investissements considérables, nécessaires en termes d'infrastructures et d'équipements, simplement au travers de la coopération au développement. Deux initiatives ont été prises, le lancement du Fonds international d'investissement municipal et de l'Agence Afrique territoriale, dans l'objectif de mobiliser des ressources additionnelles sur les marchés financiers pour financer les investissements des collectivités territoriales.



- 
- ◆ **LES PROCHAINS DÉFIS DE LA STRATÉGIE** seront de consolider son **leadership politique** et son **appropriation** : comment organisons-nous un partenariat au sein de notre mouvement, avec l'aide des sections, afin d'avoir un plus grand impact ? Comment aller au-delà des initiatives pilotes pour élargir l'accès des villes aux marchés des capitaux ?
- 
- ◆ **LE REPRÉSENTANT DU FENU** a rappelé qu'une coalition avait été créée entre CGLU et son organisation pour un écosystème financier global qui fonctionne pour les GLR. Son postulat est que le système financier mondial fonctionne pour les pays mais aussi pour les grosses entreprises, qui peuvent faire bouger leurs capitaux et dettes fiscales. Il a insisté sur le fait que la coalition créée avec CGLU pour un écosystème financier global sert à essayer de le rendre adapté aux gouvernements locaux et engendrer une reconnaissance au plus haut niveau car si l'on entend réaliser l'Agenda 2030, les GLR ne peuvent pas être considérés comme receveurs d'aide mais comme des acteurs actifs.
- 
- ◆ **LA SESSION S'EST ACHEVÉE** sur le constat de ce qui manque dans ce domaine : **des connaissances concrètes depuis la perspective des gouvernements locaux**, qui nous aideraient à définir différents types de données et concepts pour entamer le dialogue avec la communauté internationale et qui auraient ensuite une influence sur le type de projets que nous préparons. Nous devons transformer la vision politique en analyse politique.



## PROCHAINES ÉTAPES

- 1 Reconnaître le potentiel transformateur de deux mécanismes de CGLU pour faciliter l'accès des villes au marché des capitaux et la nécessité de promouvoir leur développement :** la mise en place du Fonds d'investissement municipal international et l'Agence territoriale africaine sont deux initiatives extrêmement prometteuses, non seulement comme pilotes visant à faciliter l'accès des villes aux marchés financiers à court terme mais aussi comme moteurs de l'agenda pour démontrer concrètement le pouvoir de la finance municipale lorsque les villes disposent de ressources et d'accès au capital.
- 2 Engager un dialogue multipartite et multiniveaux est une étape cruciale vers le changement de l'écosystème financier actuel :** aider les villes à structurer des projets susceptibles d'être financés constitue un aspect essentiel, mais qui doit s'accompagner d'un engagement ferme de la part des GLR pour encourager et s'impliquer dans un débat multipartite et multiniveaux pour changer l'écosystème actuel et permettre aux villes d'avoir accès à des finances stables sur le long terme. Les banques régionales, nationales et internationales doivent être pleinement et largement impliquées dans ce débat.
- 3 Reconnaître les villes comme des actrices publiques à part entière, dotées de pouvoirs fiscaux clairs et de la capacité à contracter des dettes directement :** à cette fin, dans nombre de pays, et plus spécifiquement dans ceux du Sud, le renforcement des capacités de l'administration publique locale doit être une priorité de notre réseau, pour laquelle il faut proposer une combinaison d'apprentissage et d'assistance technique.
- 4 Il est essentiel d'accroître le pouvoir de négociation des GLR avec les partenaires publics et privés :** ceci inclut, en particulier, de promouvoir un climat de confiance entre les membres de CGLU et les institutions financières internationales. CGLU, ses sections régionales et ses mécanismes de consultation peuvent jouer un rôle prépondérant en la matière.



« Si nous ne considérons pas les gouvernements locaux comme la solution dans la mise en œuvre des politiques environnementales, nous mettons en péril notre survie sur cette planète »

**David Jackson**

Directeur du financement du développement local, FENU

« La réalité n'est pas la même selon qu'on est dans un pays européen ou dans un pays en développement. Dans beaucoup de nos Etats, les accords avec les institutions économiques font que l'endettement est déterminé par les accords que l'Etat conclut avec ces institutions. Est-ce que les villes peuvent, de manière indépendante, solliciter les marchés, sans empiéter sur les capacités ou marges d'endettement accordées au niveau national ? »

**Khalifa Sall**

Ancien maire de Dakar et président de CGLU-Afrique

« Il faut investir dans la diversification des ressources financières des collectivités territoriales. N'oublions pas la fiscalité locale, la coopération décentralisée, etc. La mise à niveau de l'administration publique locale est une question prioritaire également »

**Najat Zarrouk**

Directrice de l'académie des gouvernements locaux africains (ALGA) de CGLU-Afrique

« #Listen2Cities, cela signifie que nous avons un pouvoir de convocation et de définition de nos interventions. Nous définissons le terrain de jeu maintenant. Construisons-le et invitons les autres à nous rejoindre »

**Jean Pierre Elong Mbassi**

Secrétaire général de CGLU-Afrique



# TRANSITION ÉCOLOGIQUE

- ◆ **LE CONCEPT DE RÉSILIENCE A ÉTÉ PRÉSENTÉ** au cours de cette session, ainsi que la façon dont il avait évolué, ces dernières années, pour devenir une question de **solidarité**, un effort de la planète entière ; un concept qui nécessite d'être travaillé par toutes les sphères de gouvernement.
- ◆ **LA SESSION S'EST POURSUIVIE EN ÉVALUANT** la capacité du réseau à travailler ensemble pour accélérer l'action de renforcement de la résilience au travers de la campagne « Pour la résilience des villes », qui se trouve à sa deuxième phase, avec pour partenaires ICLEI, 100 Villes Résilientes et la Croix-Rouge, et qui va désormais au-delà de la sensibilisation pour passer à l'action.
- ◆ **LA NOUVELLE PHASE** consiste en trois étapes :
  - a. aider les villes à mieux évaluer les risques sur leurs territoires
  - b. planifier des actions
  - c. agir - réduire les risques



---

◆ **LA MAIRE D'IRIGA ET TRÉSORIÈRE DE CGLU** a indiqué que la transition écologique appelle à repenser les liens entre les humains et l'environnement physique, et a évoqué le rôle de l'**écologie culturelle** dans l'évaluation et la réduction des risques de catastrophes. La culture et le patrimoine constituent des parts importantes de cette évaluation et sont essentiels à la réalisation de cette transition. Elle a également appelé à renforcer nos relations internationales, à partager et échanger nos expériences sur les leçons tirées du Cadre de Sendai à l'échelle locale.

---

◆ **IL EST PRÉVU QUE LE FORUM SUR LES VILLES INTERMÉDIAIRES** ait lieu en 2020 et le rôle des villes intermédiaires dans la réflexion sur un nouveau modèle de développement a été étudié pendant cette session, au cours de laquelle les villes intermédiaires ont également été définies comme essentielles à la résilience urbaine, sociale et environnementale.

---

◆ **LA COMMUNAUTÉ DE PRATIQUES SUR LA MOBILITÉ** a appelé à trouver le meilleur moyen d'effectuer les trajets travail-domicile, et a salué l'échange de bonnes pratiques et la promotion de pratiques innovantes de la part des gouvernements locaux et régionaux en matière de mobilité. « **Le droit à la mobilité** » est un cadre politique dont le développement a été appuyé par la Communauté, aux côtés du Secrétariat mondial, et qui combine des aspects sociaux et environnementaux. Il peut être utilisé comme point d'échange et de synchronisation pour le réseau.

---

◆ **DANS L'ENSEMBLE, LA SESSION A DÉMONTRÉ** que la transition écologique est une **thématique transversale** et qu'elle doit être envisagée en tant que telle. Elle ne concerne pas uniquement le climat, ni « un environnement vert » : elle a également à voir avec l'impact possible sur les mesures, que l'on parle de catastrophes ou de mobilité. Les points critiques soulevés ont été abordés par les intervenant·e-s, mais aussi par les participant·e-s, dont les retours ont été très positifs sur la dimension d'**humanité** que CGLU amène dans le débat sur la transition écologique. Il est apparu clairement qu'il nous faut changer l'approche technocratique de l'urgence climatique et que CGLU peut contribuer à ce dialogue. Des retours et soutiens spécifiques ont été apportés par des institutions internationales, les Nations unies mais aussi des associations nationales de gouvernements locaux et régionaux, souhaitant nouer des partenariats avec CGLU sur cette approche spécifique à la thématique. Il sera important d'établir comment les gouvernements locaux peuvent contribuer aux contributions déterminées à l'échelle nationale et qui sont au cœur même de l'Accord de Paris.

---

◆ **IL EST ESSENTIEL QUE NOUS RESSORTIONS DU SÉMINAIRE** doté·e-s d'un mandat fort pour inclure cette perspective humanitaire au débat.



## PROCHAINES ÉTAPES

- 1 Veiller à ce que la transversalité du sujet soit identifiée dans l'écosystème de CGLU, en interne comme à l'extérieur.
- 2 Mettre en place une **stratégie intersectorielle pour les villes intermédiaires** qui couvre les aspects de développement économique, environnemental et social.
- 3 Changer la technocratisation des réponses que nous donnons au changement climatique pour garantir des **transformations collectives** et transitions, et non pas uniquement des réponses individuelles.
- 4 Préparer un document d'orientation sur cette question, comprenant une feuille de route, très vraisemblablement à l'occasion du Bureau exécutif de CGLU.



« L'écologie culturelle joue un rôle crucial dans l'évaluation et la réduction des risques de catastrophes. Nous devons inclure le patrimoine culturel et la culture dans nos actions en faveur du climat »

**Madelaine Alfelor**

Maire d'Irigoien, trésorière de CGLU

« Nous devons changer notre façon d'interagir avec la planète. La valeur ajoutée de CGLU par rapport à ses organisations sœurs est la dimension d'humanité que nous donnons à la discussion. Et elle n'a pas seulement à voir avec les droits humains, mais également avec nos droits collectifs AVEC la planète. L'une des choses que nous devons changer est la technocratisation des réponses que nous apportons au changement climatique. Nous avons besoin de transformations collectives, de transitions, pas uniquement de réponses individuelles »

**Emilia Saiz**

Secrétaire générale de CGLU

« Les villes intermédiaires ont un rôle stratégique pour un nouveau modèle de développement selon les paradigmes mondiaux et les politiques participatives. Elles ont aussi un rôle dans la résilience urbaine, sociale et environnementale »

**Amal Khammal**

Ministère de l'Urbanisme et des politiques de la ville, partenaire du Forum de CGLU sur les villes intermédiaires

« Les collectivités, les villes ont la légitimité pour réunir les acteurs du territoire autour de la table et travailler à faire avancer l'action climat au niveau territorial. Climate Chance partage des bonnes pratiques d'actions climat dans le monde entier et produit un rapport annuel qui évalue l'action climat dans différents secteurs, pour éventuellement pouvoir répliquer des actions ailleurs »

**Romain Crouzet**

Directeur des programmes, Climate Chance



## DÉMOCRATIE LOCALE

- ◆ **LORS DE LA SESSION SUR LA DÉMOCRATIE LOCALE**, les principales inquiétudes et domaines d'intérêt des différentes sections, commissions et membres ont servi de base pour définir les prochaines étapes. Les actions à mener sont les suivantes : renforcer le leadership politique ; définir un modèle pour l'évaluation et le suivi de la démocratie locale ; et aborder ou souligner dans cette thématique les questions telles que l'**autonomie locale**, l'**inclusion** ou l'**égalité des genres**. Il faudra donc coordonner ces différents domaines et établir des plans d'actions concrets.
- ◆ **LE TRAVAIL DE CGLU SUR LA DÉMOCRATIE LOCALE** se structure ainsi en trois domaines de travail : la recherche, la focalisation sur le développement d'une méthode de suivi pour obtenir un état des lieux de la démocratie locale ; le **renouveau de la démocratie locale**, qui comprend le débat politique et le travail de l'Observatoire international de la démocratie participative sur les innovations démocratiques et participatives ; et enfin, le travail sur la **protection des élu-e-s locaux** contre les persécutions injustes.



---

◆ **IL A ÉTÉ GÉNÉRALEMENT RECONNU QUE LA DÉMOCRATIE LOCALE** est l'ADN de CGLU, et c'est exactement pour cette raison que le mouvement municipaliste s'est rassemblé en 1913. Toutefois, un siècle plus tard, le type de transformation qu'il nous faut aborder devra tenir compte des rêves des citoyen·ne·s. Nous devons nous occuper des frustrations et du manque de confiance, et il ne s'agit pas ici seulement de transparence, mais également de la nécessité de relier la nouvelle et véritable démocratie à un **concept différent de citoyenneté**. En tant que représentant·e-s des gouvernements locaux et régionaux, nous devons créer cette pensée collective sur ce que signifie être les moteurs de la démocratie.

---

◆ **UNE AUTRE QUESTION IMPORTANTE A ÉTÉ ABORDÉE** lors de cette session, celle du **dialogue intergénérationnel**, qui doit servir de base à la paix et devenir un pilier essentiel de toute réflexion sur la démocratie future.

---

## PROCHAINES ÉTAPES

- 1** Renforcer le **leadership politique**.
- 2** Définir un modèle pour l'évaluation et le **suivi de la démocratie locale**.
- 3** Aborder ou souligner dans cette thématique les questions telles que l'autonomie locale, l'inclusion ou l'égalité des genres.
- 4** Coordonner ces différents domaines et établir des plans d'action concrets.



« La crise de la confiance est très rude et elle a provoqué de la défiance à l'égard des politiques. Il est très bien d'avoir inscrit la question du gouvernement ouvert, de la transparence et de la participation à l'agenda de notre travail »

**Javier Ayala**

Maire de Fuenlabrada, FEMP (Communauté de pratiques sur la transparence et le gouvernement ouvert)

« On vit un moment particulier dans le monde, dans cette recherche de démocratie, de cette prise de conscience politique dans un certain nombre de mobilisations : reparler de la participation citoyenne, c'est remettre de la politique dans la vie des gens. Nous en avons plus que besoin »

**Djamel Sandid**

Ville de Nanterre, coordinateur du Forum de CGLU sur les villes de périphérie



« Nous avons quitté Durban avec une déclaration très enthousiasmante, qui nous lançait tou-te-s vers un nouveau paradigme sur le renouvellement de la démocratie locale, sur la façon d'encourager de nouveaux moyens de susciter la participation citoyenne »

**Xolile George**  
Directeur de SALGA

« Si nous examinons les indicateurs, ils montrent un manque de confiance généralisé à l'égard des institutions : nous devons prendre grand soin de la démocratie. Il est très important de réfléchir à des synergies et de travailler ensemble pour protéger la démocratie à l'échelle locale »

**Adrià Duarte**  
Coordinateur de l'OIDP

« Dans les sondages que nous effectuons, nous constatons que seulement 16 % des maires en Europe sont des femmes et seulement 31 % sont conseillères municipales. À ce rythme, nous aurons besoin de 107 ans pour combler le fossé entre les hommes et les femmes, c'est **INACCEPTABLE !** La démocratie locale est une démocratie où tout le monde est impliqué »

**Carola Gunnarsson**  
Maire de Sala, vice-présidente de SALAR,  
nouvelle vice-présidente de CGLU pour l'Europe

# ÉGALITÉ ET DROITS

- ◆ **LA SESSION SUR L'ÉGALITÉ ET LES DROITS A EXAMINÉ** les liens entre le droit à la ville et les droits humains, en se focalisant sur la façon dont les villes ne sont pas seulement des lieux pour tou-te-s mais aussi des espaces pour tout le monde. L'une des idées clés évoquées lors de la session était celle de l'importance de placer les citoyen-ne-s et les nécessités des personnes au centre du droit à la ville. L'idée de doter le droit à la ville d'une **approche de droits humains**, en incluant les droits culturels, a été fortement relayée tout au long de la session, et des liens clairs ont été établis avec la démocratie locale et la participation publique, comme piliers clés du droit à la ville. La grande transition qu'est en train d'effectuer la Commission sur l'inclusion sociale, la démocratie participative et les droits humains a été signalée comme essentielle dans le travail du réseau dans son ensemble.
- ◆ **LORSQUE L'ON PARLE D'ÉGALITÉ**, il est inévitable de parler d'inégalité. Plusieurs participant-e-s ont souligné que les inégalités comprennent les inégalités foncières et spatiales, dans l'accès aux transports et autres services de base que les citoyen-ne-s utilisent au quotidien.
- ◆ **UN FORT ACCENT A ÉTÉ MIS SUR L'ÉGALITÉ DES GENRES** (et les inégalités), qui a ensuite été reliée à la notion de dialogue intergénérationnel. Les filles et les jeunes femmes sont au premier plan dans les discussions sur l'égalité des genres et elles amènent une nouvelle perspective, ce qui rend leur prise en compte absolument nécessaire à l'heure de mettre en place un agenda sur l'égalité et les droits. Toutefois, il a été également avancé que le travail des gouvernements locaux et régionaux ne peut pas se substituer au travail des organisations de terrain et des mouvements féministes.
- ◆ **LES LIENS AVEC LA SOCIÉTÉ CIVILE** ont été confirmés comme l'une des principales priorités de notre réseau en la matière. La société civile fait part des nécessités des personnes mais elle promeut également des initiatives et des actions sur différentes questions. Les voix qui nous parviennent de la société civile sont très diverses - tout comme le sont les voix de nos membres locaux et régionaux - ce qui signifie que nous devrions trouver un terrain d'entente pour travailler ensemble. Une possibilité de mettre en place ce travail commun serait de davantage s'impliquer dans l'agenda de l'**accessibilité**. Le document d'orientation sur les villes inclusives et accessibles, présenté à Durban, a informé les gouvernements locaux des propositions politiques de la société civile. Ce qu'il faut désormais, c'est voir ces recommandations se transformer en actions.





- 
- ◆ **EN TANT QU'AGENDA POLITIQUE**, l'égalité et les droits englobent également des thématiques comme la non-discrimination et la lutte contre le racisme, qui ont été citées comme priorités clés par plusieurs participant-e-s.
- 
- ◆ **DANS L'ENSEMBLE, IL A ÉTÉ CONVENU** qu'il était nécessaire de continuer à favoriser les liens entre cet agenda et la localisation des ODD, en tenant compte du fait que la vision de l'égalité et des droits est essentielle pour garantir que personne, ni aucun territoire, ne soit laissé pour compte.

## PROCHAINES ÉTAPES

- 1** La Commission sur l'inclusion sociale poursuivra et encouragera le réseautage sur ces thématiques avec l'Organisation, en coordonnant des débats, des visions politiques et la volonté des membres d'entreprendre des initiatives communes dans les domaines du plaidoyer, de l'apprentissage ou de la mise en œuvre.
- 2** Les **partenariats** réussis, comme celui noué avec la Plateforme mondiale pour le droit à la ville, devraient être encore davantage approfondis.
- 3** L'initiative de membres dans le domaine de la mise en œuvre sera soutenue tout comme les processus régionaux visant à **renforcer** la vision humaine du droit à la ville.
- 4** Il sera également nécessaire d'examiner plus de thématiques de l'agenda telles que l'économie sociale et solidaire, l'urgence climatique ou la paix, sous l'angle du droit à la ville.



**« La synchronisation est très importante pour s'assurer que le logement à l'échelle locale soit planifié en lien avec ce qui est planifié à l'échelle du développement territorial et à l'échelle nationale. Nous avons tou-te-s un droit juste et équitable à l'existence »**

**Thembisile Nkadimeng**

Maire de Polokwane, présidente de SALGA, coprésidente de CGLU

**« La ville de Mexico souhaite être une ville mondiale, où les droits et les innovations peuvent permettre la coexistence des cultures rurales et urbaines, des communautés autochtones et établies, dans le sens où les droits culturels font partie des droits humains de tou-te-s »**

**José Alfonso Suárez del Real**

Secrétaire à la culture de la ville de Mexico, conseiller politique de CGLU

**« La question fondamentale aujourd'hui est de changer le paradigme et planifier les villes avec une vision qui ne se focalise pas uniquement sur la production. Nous avons à faire à la durabilité de la vie »**

**Olga Segovia**

Représentante du réseau « Femmes et habitat »

**« Nous travaillons tou-te-s ensemble pour repenser et refaçonner nos villes, en plaçant l'être humain au cœur de nos projets »**

**Carla Rey**

Secrétaire générale de l'AICCRE

**« CGLU doit marquer cette promotion des femmes leaders comme une priorité. Il faut préparer de futures dirigeantes, préparer les femmes à aller en politique »**

**Najat Zarrouk**

Directrice de l'Académie des gouvernements locaux africains (ALGA) de CGLU-Afrique

**« Notre valeur ajoutée à l'agenda de l'égalité des genres est la perspective locale, pour montrer que les femmes élues ont la capacité d'amener de la transformation. Et ceci est totalement absent de l'agenda de Beijing+25 »**

**Emilia Saiz**

Secrétaire générale de CGLU



RETREAT  
& CAMPUS  
TANGIER  
2020

UCLo  
meets  
UCLo



UCLo  
meets  
UCLo



2

SYNCHRONISATION

# VAGUES D'ACTION DE CGLU : LES MIGRATIONS

- 
- ◆ **LA VAGUE D'ACTION SUR LES MIGRATIONS ENTAMÉE** en 2017 visait à modifier le discours sur les migrations à l'échelle locale, en soulignant les opportunités créées par l'inclusion des migrant-e-s. La vague d'action a notamment œuvré à éclairer le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières, adopté en 2018 à Marrakech, avec des contributions du collectif des gouvernements locaux et régionaux. Le nombre d'actions menées par les sections régionales de CGLU et par le Secrétariat mondial, en partenariat avec des organisations internationales et la société civile, n'a cessé de croître ces dernières années, permettant de placer les migrations en bonne place dans l'agenda local. Au début de la décennie de mise en œuvre, la synchronisation des efforts devient fondamentale pour veiller à ce que le rôle des gouvernements locaux dans la gouvernance des migrations soit dûment reconnu et qu'il contribue aux objectifs mondiaux.

---

  - ◆ **LA SESSION** « De la collaboration à la synchronisation » visait à examiner les résultats de la vague d'action afin de les transformer en **engagement coordonné et solide en vue d'un plaidoyer global**, qui garantira que les gouvernements locaux jouent un rôle essentiel dans l'accomplissement des pactes mondiaux. Avec l'implication des villes membres, des sections, des commissions et des partenaires, la session a déclenché un processus de réflexion collective sur la façon de s'assurer que tous les efforts du réseau se traduisent en actions et plaidoyer significatifs pour garantir **le partage des connaissances, un plus grand soutien et une influence plus forte sur les processus multilatéraux**.

---

  - ◆ **COMME CELA A ÉTÉ RAPPELÉ**, les migrations sont déjà inscrites à nos agendas et les vagues d'action sont un outil pour faire avancer cet agenda. Ce qui a été principalement souligné lors de la session a été l'importance et l'urgence de faire **évoluer le discours** sur les migrations, car il existe un énorme fossé entre la perception et la réalité des migrations, ce qui génère des discours qui empêchent de créer un environnement favorable dans lequel légiférer sur les politiques de migration.

◆ **L'IMPORTANCE DE POURSUIVRE OU DÉVELOPPER DES ACTIONS SPÉCIFIQUES** a remporté un large consensus, notamment : le **renforcement des capacités**, en mettant en œuvre des actions et en investissant sur les territoires, pour fournir du matériel et des ressources. Le plaidoyer revêt toujours une importance cruciale si l'on entend faire de la place pour les gouvernements locaux à la table mondiale et régionale. La promotion des politiques nationales selon une solide approche de coordination est également vitale, afin que les **partenariats** entre les différentes sphères de gouvernement et avec les partenaires internationaux s'améliorent.

◆ **IL A ÉGALEMENT ÉTÉ SUGGÉRÉ** de mettre en place une **base de données**, pour recueillir les bonnes pratiques et la planification émanant des municipalités, et renforcer la **coordination avec la société civile**, pour consolider le soutien individuel aux migrant-e-s. Les participant-e-s ont également évoqué la possibilité de rédiger un document d'orientation pour inclure les messages clés provenant de notre Organisation.



---

## PROCHAINES ÉTAPES

- 1** Consolidation d'un **mécanisme interne de coordination**, qui aura pour visée de favoriser la **communication** entre les actions entreprises par le réseau et les processus multilatéraux internationaux ; d'accroître l'**appropriation** par tou-te-s nos membres ; d'améliorer les **expériences d'apprentissage** entre sphères territoriales et autres acteurs.
- 2** Pour aller de l'avant, l'amélioration des mécanismes de coordination se révèle cruciale, pour encourager au **dialogue multiniveaux** et assurer une implication solide des gouvernements locaux dans la transformation de la gouvernance mondiale des **migrations selon une perspective des droits humains**.
- 3** Des **approches fondées sur des données probantes** des migrations et des partenariats robustes entraîneront la consolidation d'un **discours local solide contre les discours discriminatoires et de haine** sur les migrations et les migrant-e-s.

« **La migration est une opportunité pour le développement, pas une entrave. Nous sommes d'avis à soutenir les échanges en matière d'accueil et les services de base pour les migrant-e-s** »

**Bouchta Bourgoul**

Adjointe au maire de Tanger

« **Lorsqu'on s'occupe des migrations, l'un des principaux obstacles que l'on doit combattre est celui de la perception. La gouvernance sur les migrations va au-delà de la gestion des frontières. Il s'agit de coordination interinstitutionnelle. Pour aborder la gouvernance sur les migrations, les gouvernements locaux doivent être assis à la table** »

**Ana Feder**

Gestionnaire de portefeuille régional (CIDPM)

# ACTIONS CULTURE : 7 CLÉS

- ◆ **LA COMMISSION CULTURE DE CGLU**, en coopération avec l'équipe d'apprentissage, a présenté les principales caractéristiques du nouveau programme de CGLU : les « **Sept clés** ». Le programme se fonde sur les acquis de CGLU dans le domaine de la culture : (a) le discours et le plaidoyer relatifs à la culture comme quatrième pilier du développement durable, (b) le guide pionnier « Culture 21 : Actions », (c) le document « La Culture dans les ODD : guide pour l'action locale » et (d) l'OBS des bonnes pratiques.
- ◆ **L'OBJECTIF FONDAMENTAL** de la nouvelle initiative « **Sept clés** » est de promouvoir la localisation et la mise en œuvre des ODD en faisant usage d'une perspective culturelle. Le programme se déroule dans des villes et gouvernements locaux spécifiques, avec un atelier au cours duquel les participant-e-s relient les ODD, les défis locaux et les ressources, activités et politiques culturelles locales, jusqu'à parvenir à un consensus sur les sept « clés » envers lesquelles ils peuvent s'engager pour localiser les ODD au travers de l'élaboration de politiques culturelles. **Les « Sept clés » sont identifiées localement et devront être mises en œuvre localement.**
- ◆ **LES VILLES ET LES GOUVERNEMENTS LOCAUX** obtiendront un rapport spécifique mais aussi une **visibilité mondiale** par le biais de la newsletter, du site Internet et des réseaux sociaux de la Commission Culture. Il est attendu que les sections régionales de CGLU jouent un rôle fondamental dans la multiplication de l'impact des Sept clés.



---

## PROCHAINES ÉTAPES

- 1 Les sections seront invitées à faire part de leurs contributions, en vue de renforcer la portée des 7 clés et susciter l'appropriation à l'échelle régionale et nationale, via les associations de gouvernements locaux.

**« La culture n'est plus une série d'actions sans destination spécifique : il s'agit de droits, alignés sur les ODD, qui génèrent un sens de la communauté et de la solidarité »**

**José Alfonso Suárez del Real**

Secrétaire à la culture de la ville de Mexico,  
conseiller politique de CGLU

**« La culture est un sujet qui attire de plus en plus l'intérêt. Elle fait partie de notre identité en tant que gouvernements locaux et régionaux, et elle se doit d'être inclusive »**

**Pablo Jurado**

Président de CONGOPE, vice-président de CGLU pour le Forum des régions

**« La réhabilitation urbaine contribue à l'économie à travers la création d'emplois et de richesses. Nous devons concevoir des outils qui aident la culture et l'art à combattre les inégalités »**

**Catherine Cullen**

Experte de la Commission Culture de CGLU

**« Par l'intermédiaire de partenariats innovants entre les gouvernements locaux, la société civile et le secteur privé, nous pouvons promouvoir une mobilité verte qui inclut le secteur culturel »**

**Valeria Marcolin**

Experte de la Commission Culture de CGLU



# 3

## LOCALISATION ET MISE EN ŒUVRE FACTUELLES

# ACCÉLÉRER LA LOCALISATION

- 
- ◆ **CGLU A ÉTÉ LA TOUTE PREMIÈRE ORGANISATION DE GOUVERNEMENTS LOCAUX à s'emparer des agendas mondiaux comme d'un axe pour sa stratégie. Pour CGLU, l'accélération est la localisation, il s'agit de garantir que les expériences locales sont celles qui définissent le contenu de l'agenda mondial.**

---

  - ◆ **LE DISCOURS SUR LA LOCALISATION A ÉVOLUÉ** au fil des ans et notre Organisation mondiale considère que localiser, c'est s'assurer que les expériences locales soient celles qui définissent le contenu des agendas. Les agendas ont beau être mondiaux, nous y travaillons depuis des années et c'est pourquoi il est impossible pour nous de ne pas prendre part aux processus mondiaux.

---

  - ◆ **NOTRE ORGANISATION MONDIALE A DÉFENDU LA LOCALISATION**, en la plaçant au cœur du travail de la Global Taskforce, en prenant un chemin commun pour influencer les processus politiques et en accompagnant le plaidoyer d'analyses et de recherches solides sur l'état de la localisation. Elle a mis en place des modules d'apprentissage autour de la localisation avec les partenaires, afin de sensibiliser, renforcer les capacités et aider à planifier et établir des rapports sur l'avancée de la localisation.

---

  - ◆ **NOUS AVONS FAIT GRANDIR le rôle des gouvernements locaux dans les processus de rapports sur les objectifs mondiaux, en promouvant les VNR (ou ENV) et en réunissant dans une même pièce les différents acteurs impliqués de la société civile, des médias, du milieu universitaire.** Cette première occasion remonte à 2017 et notre rapport sera de nouveau sur la table en 2020. Le voyage a été long, mais nous construisons lentement la voie vers la localisation.

---

  - ◆ **LE SÉMINAIRE A OFFERT** une possibilité de discuter de l'intensification de notre travail sur la localisation, mais aussi du produit de nos efforts : la participation des gouvernements locaux au processus. La session sur « l'accélération de la localisation » avait pour but de faire passer la question stratégique de la localisation au niveau supérieur, avec la participation des réseaux de CGLU, qui ont présenté leurs priorités pour l'année en vue d'accroître la synchronisation avec l'ensemble du réseau, des représentants de gouvernements locaux et régionaux, et des réseaux des organisations sœurs.

- 
- ◆ **METROPOLIS A AFFIRMÉ QUE LA TRANSITION** vers un monde métropolitain ne s'arrêtera pas, et que le Séminaire - et l'année 2020 - était essentiel à définir comment l'Organisation mondiale doit interagir dans une réalité métropolitaine. En particulier, son secrétaire général a indiqué qu'il était crucial de repenser le discours sur les espaces métropolitains et que les discussions mises sur la table par la section métropolitaine sont cohérentes avec celles que CGLU amène dans l'agenda.

---

  - ◆ **CGLU MEWA** a présenté ses objectifs stratégiques pour l'année, avec notamment en tête : le renforcement des capacités institutionnelles des municipalités, avec une focalisation sur l'égalité des genres ; s'assurer de l'inclusion des réfugié·e·s et demandeur·se·s d'asile dans les politiques d'inclusion sociale à l'échelle locale, pour permettre un processus d'intégration plus rapide et sans heurts ; et consolider le réseau de CGLU MEWA afin de pouvoir répondre à l'urgence climatique et bâtir des villes résilientes.

---

  - ◆ **CGLU ASPAC** a évoqué les questions liées à la couverture d'une région si diverse et si densément peuplée, notamment la distribution régionale des pays, et le moyen de travailler ensemble avec les réseaux des organisations sœurs. Les priorités clés identifiées par ASPAC sont sa focalisation sur l'environnement, le changement climatique et les stratégies de réduction des risques de catastrophes. L'égalité des genres a également été citée comme point clé de son agenda.

---

  - ◆ **LE SECRÉTARIAT MONDIAL** s'est tout particulièrement attaché à ce que les expériences locales soient bien celles qui définissent le contenu des agendas mondiaux, par l'intermédiaire de l'encouragement à l'échange de bonnes pratiques et la formation des participant·e·s provenant de gouvernements locaux et régionaux.



- 
- ◆ **LE CONSEIL DE LA PROVINCE DE BARCELONE** a fait part de l'impact local de l'Agenda 2030 sur le gouvernement municipal barcelonais, qui s'est efforcé de l'intégrer systématiquement à tous les processus de réflexion, ateliers et formation pour la mise en œuvre de l'Agenda 2030.
- 
- ◆ **L'ACADÉMIE DES GOUVERNEMENTS LOCAUX AFRICAINS DE CGLU-AFRIQUE** a exposé sa collaboration avec l'équipe d'apprentissage de CGLU et le Groupe de travail sur le renforcement institutionnel et des capacités (CIB), en particulier concernant la culture et le patrimoine, l'émancipation des femmes et des filles et la capacité à faire face au changement climatique et aux migrations. Tout au long de l'année, l'ALGA visera à définir un cadre solide de coopération et de partenariat, en investissant dans la formation des formateur·rice·s, l'apprentissage entre pairs ; mais aussi dans le renforcement des capacités et la mise en évidence du travail des praticien·ne·s locaux.
- 
- ◆ **LE CCRE** a appelé à jeter des ponts entre les centres de formation de nos associations nationales et à développer un réseau d'académies de formation qui nous permettrait de multiplier les actions entreprises dans les régions.
- 
- ◆ **LA SECONDE PARTIE DE LA SESSION A PRÉSENTÉ** le travail mené par l'organisation mondiale pour accélérer la localisation, en particulier au travers du développement des Local4Action Hubs, et en couplant le plaidoyer aux analyses et recherches sur la façon dont les gouvernements locaux et régionaux localisent les agendas mondiaux chaque année, en plaçant la localisation au cœur du monde de la Global Taskforce.



---

## PROCHAINES ÉTAPES

- 1** Intensifier l'apprentissage et atteindre un plus grand nombre de personnes, en garantissant le soutien des sections et des régions.
- 2** Passer à des expériences à l'échelle des pays pilotes. Nous travaillerons dans cinq pays, en accompagnant les associations présentant leurs VLR pour s'assurer qu'il existe bien un processus pour les rapports infranationaux. Ceci va au-delà des VLR, il s'agit des systèmes et de la connexion aux villes.
- 3** Améliorer le dialogue politique avec l'échelle nationale.
- 4** Les Local4Action Hubs doivent avoir pour objet l'ancrage dans les expériences locales de ce que nous amenons à l'échelle mondiale.



« Je suis très fier de pouvoir dire que CGLU est la première organisation de gouvernements locaux à s'être emparée des agendas mondiaux comme d'un axe de coordination de sa stratégie. Pour nous, l'accélération est la localisation, il s'agit de garantir que les expériences locales soient celles qui définissent le contenu de l'agenda mondial »

**Emilia Saiz**

Secrétaire générale de CGLU

« Au Conseil de la province de Barcelone, nous avons entamé un processus de réflexion à l'échelle internationale, sur l'impact local sur les municipalités et une réflexion interne sur l'appareil lui-même, pour fournir un soutien aux municipalités »

**Antoni Montseny**

Directeur des relations internationales,  
Diputació de Barcelone

« La résilience des villes ne concerne pas uniquement le changement climatique, mais également la résilience sanitaire. Le monde entier vit une urgence, qui a démarré et se développe dans les villes, dans les régions. S'il y a bien quelque chose d'urgent à localiser, ce sont les efforts pour aborder cette urgence planétaire »

**Johnny Araya**

Maire de San José, coprésident de CGLU

« L'apprentissage de CGLU est important car il se fonde sur des données probantes et les besoins et la réalité des contextes locaux et des cultures locales »

**Bernadia Irawati Tjandradewi**

Secrétaire générale de CGLU-ASPAC

« Il nous faudrait créer des ponts entre les centres de formation de nos associations nationales, créer un réseau des académies de formation qui permettrait de multiplier l'action menée dans les autres régions. De ce point de vue, la formation des formateurs est particulièrement pertinente »

**Frédéric Vallier**

Secrétaire général du CCRE

« J'ai beaucoup appris pendant ces trois jours, et j'espère continuer à apprendre de cette merveilleuse galaxie qu'est CGLU. La création de CGLU était une nécessité pour les maires et présidents de régions, pour approfondir ce qu'ils faisaient déjà: quand on parle localisation, on réalise que les élus locaux et régionaux le font tous les jours, s'occupent de chaque ODD chaque jour »

**Mohamed Boudra**

Maire d'Al Hoceima, président de l'AMPCC,  
président de CGLU

# L'AGENDA DE RECHERCHE

- ◆ **LE SÉMINAIRE DE CGLU A ÉTÉ L'OCCASION** de donner forme à l'Agenda de la recherche de l'Organisation mondiale, avec la présentation des prochaines pistes vers et après GOLD VI et les transformations dans la démocratie locale et la gouvernance ces vingt dernières années, et les raisons pour lesquelles la recherche devrait se fonder sur la gouvernance et les inégalités.
- ◆ **LES EXPERT-E-S UNIVERSITAIRES ONT SOULIGNÉ** que les inégalités sont un problème **transversal** qui affecte tous nos secteurs de travail, tels que **l'urgence climatique, le logement, l'informalité de l'emploi et de l'habitat**, et que le rapport GOLD est une occasion de recadrer la façon dont le mouvement envisage les inégalités : au lieu d'un **problème de revenus**, elles doivent représenter une optique par laquelle le mouvement peut poser son regard sur les autres problèmes.
- ◆ **LES INÉGALITÉS ET LA GOUVERNANCE** ont également été considérées comme des thématiques transversales par les représentant-e-s de la **Commission Huairou** et nos conseiller-ère-s **UBUNTU**, qui ont appelé à mettre en avant les conditions de la bonne gouvernance et des finances locales, mais qui ont aussi rappelé les principes clés de la bonne gouvernance : responsabilité, transparence et participation.



---

◆ **LA SECONDE PARTIE DE LA SESSION** a abordé la nécessité de développer les objectifs et la valeur ajoutée de GOLD VI, les expert·e·s ayant souligné que l'importance de GOLD dépend de l'élaboration non pas uniquement d'un rapport, mais de la création d'espaces où il existe un vrai besoin et un véritable désir de nouvelles informations chez les gouvernements locaux et régionaux. La nécessité d'identifier les besoins futurs, combler les nouvelles attentes/demandes des citoyen·ne·s et accélérer l'action depuis la sphère locale ont également été indiquées comme des éléments différenciateurs clés du rapport GOLD.

---

◆ **LES PARTICIPANT·E·S ONT SOULIGNÉ** que l'agenda de recherche et GOLD en particulier, avaient besoin de conserver leur pertinence pour les gouvernements locaux et régionaux dans la lutte contre les inégalités, en mettant en lumière les données sur les inégalités à l'échelle locale.

---

◆ **À LA FIN DE CET ÉTAT DES LIEUX**, il a été rappelé que CGLU est une organisation politique, l'agenda de recherche doit donc appuyer un agenda politique, et non l'inverse. L'agenda politique actuel est composé d'au moins trois volets : CGLU tente de donner aux gouvernements locaux leur vraie place au sein du système multilatéral ; il cherche à faire avancer l'agenda urbain (mais sans le faire aux dépens des autres territoires, tels que les zones rurales) ; il se positionne également pour répondre aux conflits et à la résolution de conflits, en tenant compte du fait que le conflit est un attribut d'inégalité.

---

◆ **LES QUESTIONS LES PLUS URGENTES** relatives à notre travail de recherche restent : quel impact notre travail a-t-il sur l'élaboration de politiques à l'échelle locale ? Dans quelle mesure facilite-t-il la proximité de notre leadership politique avec leurs membres ? Nous devons nous positionner comme fournisseurs de contenu, et nos recherches doivent permettre une implication véritable, car nos communautés doivent être maintenues informées. Cela doit également nous permettre d'être la plateforme « de référence ». La notion de différenciation opérée par la recherche est également cruciale : la recherche ne doit pas partir du principe que nous sommes tou·te·s pareil·le·s, que nous sommes tou·te·s des villes, et la méthodologie doit nous considérer comme des différents membres d'une même famille.

---

◆ **POURQUOI LE TRAVAIL DE RECHERCHE EST-IL SI IMPORTANT ?** Car il a des impacts sur la mise en œuvre ; car nous voulons faire évoluer le discours ; et car nous voulons bâtir des institutions alternatives ou transformatrices sur nos territoires respectifs. La recherche ne doit pas uniquement suivre un agenda : elle doit en définir un.

## PROCHAINES ÉTAPES

- 1** Le processus de **GOLD VI** sera dynamisé et étudiera la façon dont aborder les inégalités et les défis qu'elles posent à la gouvernance, selon la perspective des gouvernements locaux et régionaux.
- 2** Nous aurons besoin d'envisager comment développer un projet de recherche alternative sur le sujet **des défis en matière de gouvernance et d'urgences**.
- 3** Le **rapport au FPHN** reste une étape annuelle importante. Il comprend un recueil auprès de nos réseaux de bonnes pratiques innovantes, pour illustrer les progrès réalisés par les GLR et le questionnaire sur la localisation des ODD.
- 4** Le renforcement des **synergies** et de la coopération pour contribuer aux initiatives de recherche entre tous les domaines de travail de CGLU s'avère crucial, et il faudra également capitaliser sur les produits développés, en élargissant leur portée.
- 5** Un autre résultat concret est le soutien à un groupe de travail inter-institutions sur **les indicateurs locaux et le suivi**, au sein du cadre de la collaboration continue entre le PNUD-ART et CGLU en matière de localisation des ODD.



**« Si nous entendons résoudre les inégalités, nous devons nous doter d'une bonne gouvernance. Et la réflexion selon une approche territoriale est également essentielle »**

**Carola Gunnarsson**

Maire de Sala, vice-présidente de SALAR, nouvelle vice-présidente de CGLU pour l'Europe

**« En matière d'inégalité et de gouvernance, il est crucial d'apporter les visions des personnes au service desquelles se trouvent les gouvernements locaux et régionaux. Nous devons porter un regard sur l'égalité non seulement du point de vue de la gouvernance, mais également du point de vue des gens »**

**Sri Husnaini Sofjan**

Administratrice principale Programmes et Stratégies, Commission Huairou

**« Il existe une nécessité urgente de coordonner les entreprises publiques, le monde universitaire et le secteur privé pour endiguer les inégalités. Nous ne pouvons pas prendre des chemins différents »**

**Pablo Jurado**

Président de CONGOPE, vice-président de CGLU pour le Forum des régions

**« CGLU peut être pionnière sur le contenu, leader sur l'engagement, une occasion de vivre par l'action et un endroit "de référence" pour le changement réel et l'action véritable »**

**Philipp Rode**

Directeur exécutif de LSE Cities

**« Pourquoi les gouvernements locaux et régionaux sont aptes à s'occuper des inégalités ? Parce qu'ils sont au plus près du phénomène. Ils ont la capacité d'agir et de coopérer avec les autres acteurs locaux. Ils ont le potentiel de soutenir l'action dans le temps avec une légitimité accrue sur le terrain »**

**Alexandre Apsan Frediani**

Professeur chargé de recherche, unité de développement Bartlett, University College de Londres

**« Faire évoluer le discours est une question critique : nous sommes encore une communauté invisible. Nous devons devenir visibles ! La connexion aux citoyen-ne-s est essentielle. Et ce rapport GOLD est une immense opportunité de montrer les conditions nécessaires à la gouvernance et à la finance »**

**Aromar Revi**

Conseiller CGLU UBUNTU

**« Il ne s'agit pas ici d'établir si la gouvernance est plus importante que les inégalités, car notre mouvement a à voir avec les deux. La gouvernance est simplement un instrument pour parvenir à réduire les inégalités. Nous devons trouver comment faire évoluer le discours : chaque gouvernement doit réduire les inégalités, et non l'inverse »**

**Emilia Saiz**

Secrétaire générale de CGLU



From collaboration to synchronization

RESILIENT  
SUSTAINABLE  
capable  
of crises

OPPORTUNITIES  
FOR ALL,  
Culture  
and City Diplomacy

RIGHT TO  
THE CITY  
and inclusive  
territories

Territorial,  
MULTILEVEL  
GOVERNANCE, and  
sustainable financing

meeting UCLG  
UCLG



4

UN NOUVEAU MOUVEMENT



## LES LOCAL4ACTION HUBS

- ◆ **LE SÉMINAIRE 2020 A ÉTÉ L'OCCASION DE PRÉSENTER** un nouveau concept à co-créer au sein du réseau. Ces dernières années, CGLU a mis en place des espaces physiques sous la forme de hubs, particulièrement pertinents lors du Sommet mondial des dirigeants locaux et régionaux, car ils fournissent un espace pour faire connaître les initiatives ou projets novateurs. La notion de **Local for Action Hub** a été longtemps débattue au sein de CGLU. En tant que concept, il émane de la volonté des membres de pouvoir intensifier leur action, mieux partager et présenter ou connecter les initiatives qu'ils mettent en place ou sont sur le point de développer à l'échelle locale, et qui pourraient se doter d'une perspective mondiale dès leur origine.
- ◆ **JUSQU'ICI, LA STRATÉGIE DE CGLU** concernant l'Agenda 2030 a été particulièrement visible dans le domaine du plaidoyer et de la représentation politique, CGLU s'étant convertie en actrice majeure dans les conversations mondiales sur le développement durable. Actuellement, CGLU est devenue une interlocutrice clé de l'organisation et le système des Nations unies dans la représentation du collectif des gouvernements locaux et régionaux.
- ◆ **JUSQU'À MAINTENANT, CGLU A ŒUVRÉ** à porter la voix du collectif des GLR au niveau mondial. Elle a construit de nouveaux ponts entre les représentant-e-s de GLR et les mécanismes internationaux de gouvernance, et a cherché à définir des voix et stratégies partagées : représenter, soulever et témoigner des défis, solutions, politiques et mesures mises en place par les GLR.
- ◆ **POUR CE FAIRE, CGLU A COMPTÉ** sur une grande diversité de mécanismes de réponse aux nécessités et aspirations partagées de ses membres. Des forums, des communautés de pratiques, des groupes de travail et des commissions ont fourni des plateformes aux membres de CGLU afin de concevoir le plan de travail de CGLU et définir les agendas clés, mais aussi les faire connaître à différents niveaux. Cette stratégie a conduit CGLU à consolider sa position ces dernières années. Actuellement, elle est le seul réseau international (et réseau des réseaux) fournissant une plateforme intégrale pour une représentation politique plus élargie et un dialogue entre l'échelle locale et l'échelle globale.
- ◆ **TOUTEFOIS, CETTE ÉVOLUTION** oblige également l'institution à être plus proche des défis locaux, des aspirations et des initiatives locales ; à être au plus près de la vie locale, des maires, des citoyen-ne-s, des acteurs locaux et des expériences locales qui sont mises en place à l'échelle locale et régionale.

# LES LOCAL4ACTION HUBS, UN OUTIL POUR LA SYNCHRONISATION

- ◆ **CGLU COMPREND LE BESOIN DE DÉVELOPPER UN NOUVEL OUTIL**, un instrument ou un mécanisme qui permette de mieux savoir ce qui se passe au niveau local, de le faire connaître et d'établir des moyens pour encourager la synchronisation entre les différentes initiatives existantes menées par les GLR dans le monde. Il s'agit là de donner aux maires et aux dirigeant·e·s locaux davantage d'opportunités de se faire entendre ou sentir **qu'il·elle·s contribuent à la localisation de l'agenda des ODD de leur propre chef**.
- ◆ **MAIS IL EST ÉGALEMENT IMPORTANT D'ÉVITER QUE LES EFFORTS DE LOCALISATION** deviennent une approche descendante (*top-down*). Ce qu'il y a de neuf dans la proposition des Local4Action Hubs est le fait d'y amener la perspective des communautés, pour créer des formations, des recherches et des actions sur les initiatives locales pilotées à l'échelle locale. Par le biais de cette initiative, les membres du réseau seront en mesure de présenter leurs expériences, **tout en reliant les actions locales aux agendas mondiaux**. La définition de cet outil aidera CGLU à mieux représenter la communauté des GLR, à avoir une meilleure compréhension des initiatives, expériences et réflexions mises en place sur le terrain, et des principales questions pouvant être portées à l'agenda à l'échelle mondiale.
- ◆ **CETTE INITIATIVE DOIT ÉGALEMENT AIDER CGLU** à aller au-delà de son plan de travail et agenda actuels, et ouvrir à une nouvelle ère de gouvernements locaux et régionaux. En partant du cadre ouvert proposé par l'Agenda 2030, cet exercice peut aider à élargir notre compréhension du développement durable, en nous fondant sur des initiatives et des domaines thématiques clés avancés par les membres.
- ◆ **D'OÙ LA PROPOSITION DES LOCAL4ACTION HUBS** : une nouvelle proposition fondée sur l'action pour la décennie de mise en œuvre, développée par CGLU et ouverte à toutes les initiatives de GLR, avec l'implication des partenaires.
- ◆ **IL CONVIENT DE RAPPELER COMBIEN CETTE INITIATIVE MARQUE** une évolution importante dans la stratégie de CGLU jusqu'ici : en effet, le Congrès de Durban a constitué une nouvelle ère pour l'Organisation, où ses valeurs et identité ont été définies pour donner une valeur globale à ce qui est mis en place à l'échelle locale et régionale.

---

◆ **LA PREMIÈRE PARTIE DE LA SESSION S'EST FOCALISÉE** sur la présentation d'une méthode, avec la proposition d'idées sur ce qu'un Hub pourrait être et la façon de traduire cette vision globale en idées simples et concrètes. Les collègues de Xi'an ont présenté l'idée d'un **Hub de dialogue pour la jeunesse**, afin de regrouper différents contextes culturels, promouvoir l'égalité dans l'éducation, améliorer l'inclusion et sensibiliser les jeunes au sens des responsabilités quant à l'avenir. Xi'an a la volonté de co-créeer une plateforme pour développer l'innovation et les échanges de pratiques et mettre en place des bourses pour les étudiant·e·s d'autres villes membres qui aimeraient participer à ces échanges, pour améliorer le sens de coopération internationale et, en définitive, contribuer à la mise en œuvre des ODD, en ne laissant personne, ni aucun territoire, pour compte.

---

◆ **LE CONSEIL DE LA PROVINCE DE GIPUZKOA** a présenté l'initiative qu'il a récemment mise en œuvre sur la **gouvernance collaborative**. À la lumière du changement de paradigme, la perte de la confiance des citoyen·ne·s dans leurs institutions, l'émergence de nouveaux partis politiques mettant fin à l'exclusivité politique passée, il est apparu clairement que les politiques doivent être repensées et réinventées. À cette fin, Gipuzkoa a mis en œuvre un modèle de gouvernance collaborative, impliquant toutes les parties prenantes dans des espaces sans hiérarchie, socialisant l'agenda public au travers du leadership institutionnel. Après plusieurs étapes de délibération, définition et analyse, les projets peuvent être mis en œuvre dans le cadre de l'agenda public du Conseil de la province. Jusqu'ici, ces efforts ont porté leurs fruits en générant des connaissances et de l'apprentissage, permettant notamment de transformer la façon de définir et mettre en œuvre les politiques. Le lien à un Local4Action Hub aurait donc à voir avec la façon dont éclairer le processus international grâce à une expérience locale très concrète.

---

◆ **APRÈS CES DEUX PRÉSENTATIONS**, il a été souligné que les Local4Action Hubs étaient **axés sur l'action**. Leur principale caractéristique est qu'ils ne peuvent pas être séparés du local, ils doivent être **ancrés dans l'expérience locale et pouvoir se transformer en actions** : ce qui a lieu dans les hubs devra avoir du sens pour les niveaux locaux et être en lien avec ce que fait l'Organisation à l'échelle internationale. La différence avec les autres mécanismes existants, tels que les communautés de pratiques ou les observatoires, est qu'un Local4Action Hub est un processus inspiré par l'expérience locale. Il est la vitrine de ce qu'une ville ou une association est en train de faire, il cherche à établir des connexions avec d'autres villes afin de développer des aspects spécifiques du projet et il trouve un écho dans l'agenda international de l'Organisation. Il ne s'agit pas d'un projet avec un financement particulier, mais plutôt d'un processus participatif.

- ◆ **PLUSIEURS MEMBRES, NOTAMMENT DES REPRÉSENTANT-E-S POLITIQUES**, ont accueilli très favorablement le concept, en soulignant que les hubs fourniront des occasions de faire connaître le travail mis en place à l'échelle locale, ce qui est particulièrement important dans la génération de données et de connaissances. Il a également été convenu que les hubs peuvent potentiellement offrir une grande visibilité et une synchronisation avec les autres partenaires ou villes dans le monde. Ils peuvent être un moyen de capitaliser toute l'expertise de CGLU : nous disposons déjà d'un grand nombre de matériel, mais si les membres ont un projet ou une initiative qui peut ajouter de la valeur à une proposition spécifique, ceci permettrait de cultiver ces hubs.
- ◆ **IL A ÉTÉ CONVENU QUE LE LOCAL4ACTION HUB DE CGLU** visera à faciliter, consolider et donner de la visibilité aux efforts intégrés de la stratégie de CGLU, en tant qu'initiative pilotée par CGLU pour l'apprentissage, le suivi et la mobilisation.
- ◆ **L'OBJECTIF DU LOCAL4ACTION HUB** est de transformer l'Agenda 2030 en actions locales, en tirant parti de notre réseau et de notre expérience dans les échanges et la coopération. La localisation des ODD à l'échelle territoriale et locale a besoin d'actions rapides, bien structurées et mises en œuvre. Les dirigeant-e-s locaux et régionaux ont besoin de données probantes et de conseils en temps utile, ainsi que de nouvelles approches, pour guider ces actions.
- ◆ **NOTRE INTENTION POUR LES LOCAL4ACTION HUBS** est d'offrir une plateforme aux GLR souhaitant faire connaître localement les initiatives en faveur de la durabilité, afin d'être capables de réfléchir sur leur travail, recevoir des conseils, apprendre de leurs pairs, accéder à des connaissances qui leur sont pertinentes et en définitive, véritablement **synchroniser notre travail**. Ces hubs deviendraient alors une grande plateforme d'initiatives locales interconnectées, qui montre que **les GLR sont prêts à répondre aux besoins des citoyen-ne-s et élaborer des mesures pour promouvoir la localisation des agendas internationaux**.





---

## PROCHAINES ÉTAPES

### Composantes clés pour les Local4Action Hubs :

- 1 Pilotés localement**, par un gouvernement local ou régional spécifique.
- 2 En cohérence avec la marque CGLU** : matériellement ou virtuellement, les valeurs et les visuels doivent être identifiés dans le développement du Hub.
- 3 Un laps de temps défini** : les livrables du projet doivent être disponibles à une échéance convenue et limitée (2 ans maximum).
- 4 Transformables en action et modulables pour être répliqués**, en particulier en vue de leur accélération et des impacts de synchronisation.
- 5 Liés à une stratégie de communication**, avec une série commune d'activités et de documents produits.
- 6 Focalisés sur une thématique clé**, permettant de faire avancer les priorités politiques de CGLU. Un lien possible avec les manifestes rédigés lors du Congrès de Durban a été mentionné et devra être étudié.

### Un groupe de travail devra être mis en place pour déterminer lesquelles des propositions seront adaptées aux Local4Action Hubs.

Trois phases sont prévues pour rendre opérationnel le concept de Local4Action Hubs :

**1<sup>e</sup> phase** : concept, co-création et préparation au lancement.

**2<sup>e</sup> phase** : appel à propositions et soutien à la première vague de mise en œuvre, qui aura lieu au second semestre 2020 et comprendra une campagne de communication.

**3<sup>e</sup> phase** : évaluation, pour permettre le suivi des résultats de la deuxième phase.

« Avec les Local4Action Hubs, nous essayons d'aligner les politiques et les objectifs pour parvenir à la synchronisation, une synchronisation qui n'a pas lieu d'être si elle n'est pas faite par toutes et tous, ensemble »

**Emilia Saiz**

UCLG Secrétaire générale de CGLU

« Nous disposons déjà d'un bon nombre d'expériences au sein de l'Organisation, des connaissances très riches qui proviennent du terrain. Les Local4Action Hubs peuvent être le moyen de capitaliser sur ces expériences »

**Octavi de la Varga**

Secrétaire général de Metropolis

« Nous avons besoin de la pédagogie des Hubs pour apprendre à mieux nous connaître les un-e-s les autres et à nous faire mieux connaître. Ainsi, nous pouvons faire entendre nos voix et demander le positionnement des gouvernements locaux au sein des stratégies nationales et internationales pour la réalisation des ODD »

**Carlos Martínez Mínguez**

Maire de Soria, vice-président sortant de CGLU pour l'Europe





RETREAT  
& CAMPUS  
TANGIER  
2020

LOCAL 4  
ACTION  
HUB  
by UCLG

UCLG  
meets UCLG  
meets UCLG

From

Safer, RESILIENT  
AND SUSTAINABLE  
CITIES, capable  
of facing crises

UCLG  
CGLU

FLACMA

5

LES VILLES À L'ÉCOUTE

# PROCESSUS DU TOWN HALL

- 
- ◆ **L'ÉLAN POSITIF INITIÉ À DURBAN AVEC LE PROCESSUS DU TOWN HALL**, qui avait fourni une occasion pour notre collectif d'entamer une conversation pertinente et continue avec la société civile, s'est poursuivi à Tanger. Coïncidant avec la présentation de la Campagne UN75, la session du Town Hall entendait **co-crée**r notre vision pour l'avenir avec la société civile, en veillant à ce que ses recommandations soient bien adoptées mais surtout, qu'elles soient transformées en actions.

---

  - ◆ **AU MOMENT DE POSER LES BASES**, les participant-e-s ont défini l'état actuel de la façon dont les collectifs non étatiques sont considérés au sein du système international, mais aussi la façon dont la situation actuelle et les défis auxquels fait face le système multilatéral, peuvent permettre à notre collectif et à la société civile de démontrer leur valeur au sein d'un système multilatéral de gouvernance partagée et ne plus plaider pour un siège à la table mondiale.

---

  - ◆ **LA REPRÉSENTANTE DE LA COALITION HABITAT INTERNATIONAL** a souligné l'importance du **droit à la ville** comme outil pour regagner la confiance des communautés envers les institutions qui les représentent, et a appelé à **intensifier le travail commun entre gouvernements locaux et société civile**, en réfléchissant ensemble aux côtés des rapporteur-se-s de l'ONU. Elle a rappelé que ces efforts se sont déjà révélés fructueux en matière de droit au logement, et pourraient être la voie à suivre pour garantir les droits.

---

  - ◆ **LE REPRÉSENTANT DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES PARTENAIRES** a abordé la complexité que suppose révolutionner le système onusien. La localisation et la synchronisation chez les parties prenantes non étatiques sont essentielles pour mettre en place une approche ascendante (*bottom-up*) et entraîner le changement que nous voulons voir dans le système international.

- 
- ◆ **LA REPRÉSENTANTE** de la Commission Huairou a appelé non seulement à la confiance, mais également au respect de la part du système international de ce que les gouvernements locaux et régionaux et la société civile amènent à la table internationale. Elle a en outre souligné le besoin d'une ingéniosité locale et d'un **savoir local** dont pourra bénéficier un nouveau modèle de gouvernance.
- 
- ◆ **LA SESSION S'EST ACHEVÉE** avec des questions sur la façon d'avancer et d'assurer notre siège à la table internationale, et si l'approche est toujours de lutter pour des espaces que nous avons déjà obtenus.



---

## PROCHAINES ÉTAPES

- 1** Répéter l'exercice réalisé lors du Séminaire avec la société civile dans le courant de l'année.
- 2** Utiliser les connaissances collectives émanant de la société civile pour aider le collectif des gouvernements locaux à envisager des réponses, en démarrant par l'intermédiaire de la définition commune des Local4Action Hubs.

**« Je suis ravi de voir que le champ lexical n'est plus celui de la supplication. Les gouvernements locaux doivent être intelligents et nous avons besoin de partager les systèmes de gouvernance »**

**William Cobbett**  
Directeur de Cities Alliance

**« Tou-te-s ici convenons que le système international nous donne des mécanismes, mais nous devons améliorer. Nous avons besoin de processus ascendants, qui impliquent davantage d'acteurs »**

**Sophia Torres**  
Coalition Habitat International

**« La gouvernance ne peut se faire en silo, voilà pourquoi nous appelons à une approche ascendante du changement que nous voulons voir »**

**Hannes Juhlin Lagrelius**  
Assemblée générale des partenaires

**« Il s'agit là de ressources que les gouvernements locaux devraient apporter et reconnaître. D'autres collectifs, tels que les associations de femmes sur le terrain, peuvent apporter des solutions. Comment ouvrez-vous les espaces ? »**

**Sri Husnaini Sofjan**  
Commission Huairou

# L'AVENIR QUE NOUS VOULONS : UN75 ET AU-DELÀ

## SYNCHRONISATION DE NOS PRIORITÉS POUR L'AVENIR QUE NOUS VOULONS

- ◆ **DANS UN MONDE INTERDÉPENDANT**, les questions locales ne sont plus résolues à l'échelle locale et la transformation globale qui devra répondre aux nécessités des communautés ne pourra se faire sans appropriation locale. Le mouvement municipaliste international a vu le jour afin de créer une plateforme locale-globale destinée à faire entendre nos voix, et au travers de la gouvernance de proximité, nous contribuerons à la réflexion de nos communautés depuis nos propres perspectives.
- ◆ **A LA DEMANDE DES NATIONS UNIES**, CGLU s'est engagée à remettre un rapport sur la vision des dirigeant·e·s locaux et régionaux des défis à relever, l'avenir que nous imaginons, et un système multilatéral inclusif et en réseau, adapté pour répondre à ces aspirations.
- ◆ **LES GOUVERNEMENTS LOCAUX ET RÉGIONAUX RÉPONDENT** à l'appel du secrétaire général des Nations unies, pour s'assurer que les points de vue des dirigeant·e·s locaux et régionaux façonnent bien le système mondial, pour créer un système intégrant la démocratie locale au cœur de sociétés en paix, qui favorise l'égalité et reste fidèle aux principes de décentralisation, subsidiarité et responsabilisation. Le monde que nous imaginons d'ici à 2045 est un monde qui répond aux besoins, aux rêves, aux aspirations de nos communautés.
- ◆ **À PRÉSENT, LA QUESTION EST : quel type de système sera en mesure de définir le monde que nos communautés réclament ?** Comment façonnons-nous ce modèle de gouvernance, qui nous permet de réaliser les objectifs que nous nous sommes fixés il y a cinq ans ?
- ◆ **NOUS IMAGINONS UN AVENIR** où notre siège à la table des négociations mondiales est garanti pour notre collectif, assurance du lien entre nos communautés et les institutions internationales. Nous imaginons une transition d'un système international vers un système ayant les villes et les territoires en son centre, reflet de l'ère urbaine. Un système qui a évolué au-delà de la diplomatie traditionnelle état-à-état et qui s'est emparé de la nouvelle diplomatie transformatrice, pilotée par les villes et les territoires.





## L'AVENIR QUE LES DIRIGEANT·E·S LOCAUX ET RÉGIONAUX VEULENT

- ◆ **LES GOUVERNEMENTS LOCAUX ET RÉGIONAUX ONT RÉPONDU** à l'appel des Nations unies à se joindre à la conversation sur l'avenir du multilatéralisme et il a été demandé à la direction politique de CGLU d'imaginer ce que nous attendions de l'avenir du multilatéralisme, et quel est le rôle que notre collectif imagine pour lui-même. Il a également été demandé à notre direction de définir les questions clés auxquelles répondre afin que notre collectif rejoigne la conversation mondiale.
- ◆ **LE PRÉSIDENT DE CGLU, MOHAMED BOUDRA**, a indiqué que répondre à l'appel onusien à l'action est essentiel si l'on veut garantir un monde meilleur pour les générations futures, et qu'il dépend de nos actions, en tant qu'humanité, que nous garantirons tout·e·s pour arriver en 2045 de la meilleure des façons possibles.
- ◆ **JAN VAN ZANEN**, maire d'Utrecht et coprésident de CGLU, a imaginé un monde dans lequel les gouvernements locaux et régionaux se sont emparés de leur rôle en matière de construction de la paix, et où le renouveau de la démocratie locale à laquelle nous assistons éclaire les sphères nationales et internationales.
- ◆ **MADELEINE ALFELOR**, maire d'Iriga et trésorière de CGLU, a imaginé un avenir où les gouvernements locaux et régionaux sont des pionniers et dans lequel le leadership local et régional a été clé pour résoudre les inégalités sociales et changer les façons dont nous produisons et consommons nos aliments.
- ◆ **JOHNNY ARAYA**, maire de San José et coprésident de CGLU, a imaginé un avenir où les inégalités ont été balayées, un monde plus vert et résilient, dans lequel les villes et les régions ont systématiquement intégré les ODD à leurs modèles de développement et avec un système international qui nous considère comme observateurs.





- ◆ **AU COURS DE CETTE SESSION**, les participant-e-s ont abordé les questions de **migrations, gouvernance, justice territoriale, égalité des genres et patrimoine**, et la façon dont elles devraient être envisagées dans la consultation onusienne. Le conseiller UBUNTU, **Aromar Revi**, a argué que certaines des thématiques essentielles actuelles, telles que le mandat pour le maintien de la paix, devaient être abordées par les gouvernements locaux et régionaux pour faire entendre leurs voix.
- ◆ **IL A ENSUITE ÉTÉ DEMANDÉ AUX PARTICIPANT-E-S** de se figurer les tendances globales qui façonneraient le monde ces 25 prochaines années, un exercice qui permet aux gouvernements locaux et régionaux d'imaginer les voies que notre mouvement se doit d'emprunter, avec des modes de production et consommation plus durables, l'égalité entre les hommes et les femmes, une plus grande égalité entre les villes et les territoires. En bref, les tendances qui façonneront le monde en 2045 devront être influencées par notre travail de mouvement animé par le principe d'égalité.
- ◆ **L'EXERCICE DU SÉMINAIRE** sera suivi par des **consultations régionales** qui se tiendront dans les sections régionales de CGLU, ainsi que par une consultation mondiale qui aura lieu dans le cadre du Bureau exécutif de CGLU. La consultation permettra que les visions de notre direction politique répondent à l'appel des Nations unies, pour imaginer la façon dont notre collectif ouvrira la voie vers le nouveau système multilatéral.
- ◆ **LA SESSION S'EST ACHEVÉE** avec la présentation de la **Déclaration de Tanger**, qui souligne comment et pourquoi les dirigeant-e-s locaux et régionaux se joignent à la conversion sur l'avenir du multilatéralisme, en appelant à un nouveau système multilatéral inclusif et en réseau, et en s'engageant à soutenir et diffuser l'enquête auprès des communautés que nous représentons.



## PROCHAINES ÉTAPES

- 1 Finalisation de la consultation UN75.
- 2 Diffusion de la consultation UN75 auprès des membres, en organisant des consultations régionales lors des rassemblements régionaux, et une consultation mondiale à l'occasion du Bureau exécutif de CGLU.
- 3 Rédaction du rapport sur UN75, facilitée par nos conseiller-ère-s UBUNTU, rapport qui sera présenté à l'Assemblée générale des Nations unies en septembre.

« Cette année, nous voyons comment l'humanité est en train de connaître un tournant décisif. Nous, qui sommes en première ligne, nous écoutons ce que nos populations ont à dire »

**Mohamed Boudra**

Maire d'Al Hoceima, président de l'AMPCC, président de CGLU

« Pour 2045 ? Mon plus grand souhait est d'exister. Aujourd'hui, quand je regarde l'Afrique de l'Ouest, je vois que la cohésion sociale est mise à mal. Il n'y a jamais eu autant de personnes déplacées internement dans notre région »

**Armand Béouindé**

Maire de Ouagadougou, vice-président de CGLU pour l'Afrique

« Nous devons être convaincus de notre force et de notre unité avant d'aller convaincre les Nations unies. Nous devons faire du lobby auprès de l'ONU pour les convaincre de notre cause »

**Mohamed Sadiki**

Maire de Rabat

« Ma vision pour 2045 ? Un monde qui a résolu le changement climatique, mené les actions urgentes pour l'innovation verte et l'égalité des genres »

**Carola Gunnarsson**

Maire de Sala, vice-présidente de SALAR, vice-présidente entrante de CGLU pour l'Europe

« Pour 2045, j'ai 5 visions "zéro" : 0 inégalité, 0 violence, 0 pauvreté, 0 intolérance et 0 émission de gaz à effet de serre. Les gouvernements locaux peuvent provoquer un grand changement ! »

**Bernadia Irawati Tjandradewi**

Secrétaire générale de CGLU-ASPAC

« J'espère que dans 25 ans, nous vivrons une époque où il nous sera impossible d'imaginer que les maires appelaient à avoir un siège à la table mondiale ! »

**Jan Van Zanen, Mayor of Utrecht**

Président de VNG, coprésident de CGLU

« CGLU a démarré en étant la voix des villes ; aujourd'hui, nous avons une vision plus intégrale : nous ne sommes pas seulement la voix des villes, nous sommes également les oreilles des villes »

**Johnny Araya**

Maire de San José, coprésident de CGLU



6

LE SAVIEZ-VOUS ?  
PENDANT LE SÉMINAIRE,  
NOUS AVONS ÉGALEMENT  
ORGANISÉ...

STATUTS  
R

◆ **UNE RÉUNION** de la **Commission de CGLU sur le développement économique et social local**, qui a permis de discuter à la fois du plan de travail et de la stratégie de la Commission pour les années à venir, mais aussi de la prochaine et 5e édition du Forum mondial du développement économique local. La session a souligné que le travail de la Commission s'articulait autour de trois principaux axes : la gouvernance, le plaidoyer et la gestion des connaissances. La volonté de synchroniser ce travail avec d'autres composantes du réseau, en particulier avec les autres mécanismes de consultation et les sections régionales, a été fortement mise en avant pendant la session. La dimension d'apprentissage et celle de formation sont cruciales pour permettre aux sections régionales et aux mécanismes de consultation de travailler ensemble et concevoir un programme d'apprentissage intégré. Des liens évidents pour la synchronisation ont été signalés concernant les questions telles que **l'économie sociale et solidaire, l'inclusion sociale, le droit à la ville, l'économie transformatrice, les migrations ou l'économie informelle**.



◆ **UNE RÉUNION** du **Groupe de travail de CGLU sur la prévention et la gestion territoriales des crises**, pour débattre du plan de travail et des priorités du groupe de travail, et de **l'initiative de CGLU pour un fonds de solidarité internationale**. L'objectif de cette démarche est de récolter des fonds pour aider les victimes de catastrophes, rendre les villes plus résilientes et les laisser dans une situation meilleure que celle d'avant la crise ou la catastrophe qui les a frappées. La **consolidation de la résilience** et l'adaptation ont été des composantes régulièrement mises en avant lors de la session, tout comme l'idée de coordination entre les différentes parties prenantes. En effet, les gouvernements locaux et régionaux ont un rôle plus fort à jouer dans la consolidation de la résilience plutôt que dans l'aide ad-hoc, qui correspond davantage au domaine de travail des ONG. En outre, la consolidation de la résilience est essentielle non seulement pour apporter une réponse à une crise, mais principalement pour concevoir des stratégies de préparation face aux crises. La campagne « Pour des villes résilientes » a également été soulignée comme un très bon outil de sensibilisation à l'échelle locale sur la résilience, par l'échange de connaissances et le renforcement des capacités.



« **Il faut bien comprendre que le développement économique local est le développement de tout le territoire. Les maires et les président-e-s de région ne peuvent pas intervenir sur le territoire sans coordination et c'est ce qui donne de la force et du potentiel au concept de développement local** »

**Mohamed Boudra**

Maire d'Al-Hoceima, président de l'AMPCC, président de CGLU



◆ Le **Comité de pilotage du Forum mondial sur les villes et les territoires de paix** s'est réuni dans le cadre du Séminaire de CGLU, pour présenter le prochain forum qui se tiendra à Mexico les 5-7 octobre 2020. La **ville de Mexico** a souligné le changement de discours du Forum, qui a choisi de se focaliser sur la consolidation de la paix plutôt que sur la violence urbaine, tout en mettant en avant le Forum lui-même comme processus, signalant la symbiose entre le Forum et le concept de paix comme valeur ayant besoin d'être construite et consolidée. La secrétaire générale de CGLU, Emilia Saiz, a encouragé la participation des villes en insistant également sur le rôle des associations de gouvernements locaux pour établir la paix dans les villes. La valeur des dialogues intergénérationnels pour la paix et la solidarité, qui ont été l'un des jalons de notre Congrès à Durban, a été considérée comme l'un des aspects clés pour s'assurer que le Forum soit véritablement mondial et parvienne à aller au-delà de la dimension latino-américaine. Lors du Séminaire, le Forum a été présenté lors d'une session interactive demandant aux participant-e-s d'associer des mots, des valeurs et des images à la paix. L'exercice entendait stimuler l'imagination des participant-e-s, pour qu'il-elle-s réfléchissent sur la façon dont le travail effectué par les villes au quotidien peut aider à construire et consolider la paix.



◆ Une session menée par le **Groupe de travail CIB** de CGLU a été organisée pour travailler sur la **Déclaration des associations de gouvernements locaux**, présentée lors du Congrès mondial à Durban. Les associations de gouvernements locaux (AGL) sont un important type de membres du réseau et davantage de visibilité doit être donnée à leur travail. L'objectif de la déclaration est de mettre en lumière le Forum des AGL et le rôle qu'il joue, afin de positionner les associations au sein de l'Organisation et avoir une voix commune en tant que collectif. Les principales thématiques couvertes par la déclaration sont l'échange des connaissances, le plaidoyer et l'apprentissage. Il a été souligné lors de la session que la déclaration devait aller plus loin et confectionner un **agenda différencié pour les AGL** : même si leurs priorités sont très semblables à celles du reste du réseau, il sera important d'approfondir certaines questions et apporter de nouvelles perspectives, car les AGL peuvent potentiellement jouer un rôle pivot dans la résolution d'un grand éventail de défis, de la transition écologique à l'égalité des genres.

« **Il est temps d'établir les liens nécessaires et partager nos connaissances. Dans notre ville et notre pays, nous n'avons pas d'autre choix que de devenir des expert-e-s dans la réduction des risques de catastrophes. Nous devons tou-te-s nous impliquer dans les activités de formation entre pairs sur ces questions** »

**Madelaine Alfelor**  
Maire d'Iriga, trésorière de CGLU

**« L'idée fondamentale derrière ce Fonds est de mieux reconstruire, mais également de démontrer que les gouvernements locaux et régionaux peuvent gérer des fonds et les utiliser pour donner aux autres GLR se trouvant dans le besoin »**

**Simone Giovetti**

Chef de projet chez Cités Unies France, coordinateur du secrétariat technique du groupe de travail

**« Les AGL sont la part la plus importante des instances statutaires de l'Organisation mais la visibilité qui leur est conférée est relativement réduite. Nous avons besoin que les AGL usent de leur plein potentiel et influent sur la politique internationale et le plaidoyer »**

**Emilia Saiz**

Secrétaire générale de CGLU

**« La déclaration a été présentée à Durban. Ce n'est pas uniquement une initiative VNG/CIB, c'est aussi une initiative avec la FCM et l'association flamande VVSG. Maintenant, nous aimerions que cette initiative devienne globale ! »**

**Jessie Post**

Cheffe de projet chez VNG International, coordinatrice du secrétariat technique du Forum

**« Les AGL sont également des organisatrices du mouvement municipaliste et l'idée derrière la création du Forum des AGL est de donner de la visibilité à leur travail »**

**Elena Pierce**

Conseillère Gouvernance, Politique et Réseaux à la FCM, coordinatrice du secrétariat technique du Forum

**« Être fonctionnaire local-e ne veut pas dire vendre des services pour un profit ; il s'agit d'amener sur les territoires les politiques élaborées par les maires. Voilà pourquoi, en tant que fédération mondiale des syndicats de service public, nous sommes heureux de vivre ce moment avec CGLU car c'est la première fois que nous nous engageons d'une telle façon auprès de nos communautés »**

**Daria Cibrario**

Chargée des politiques au PSI



- ◆ L'équipe de **Communication** a proposé un atelier pour mettre en avant les campagnes réussies ces dernières années, impliquant les référent-e-s (*focal points*) des sections régionales, commissions, groupes de travail et autres parties du réseau. Deux modèles de réussite ont été présentés : la campagne #Listen2Cities au FPHN de 2018, ainsi que la transition de #Listen2Cities à #CitiesAreListening qui s'est opérée à Durban, accompagnée par l'évolution dans le discours de l'Organisation mondiale. Les participant-e-s des sections ont fait part des défis et des possibilités de communication et ont abordé l'adaptation aux régions et les outils les plus utilisés : différents réseaux sociaux, contenus et façons d'impliquer les membres ont été essentiels pour mener une communication réussie. L'atelier a également fait connaître la création de la **campagne UN75**, lancée à la fin du Séminaire, accompagnée du mot-clé à utiliser pour montrer comment les gouvernements locaux et régionaux se joignent à la conversation. La campagne a été plébiscitée, avec la direction politique de CGLU rejoignant le fil #UN75 sur les réseaux sociaux, et les messages de notre collectif étant le principal résultat du mot-clé.

---

**Les mots-clés utilisés par CGLU : #Listen2Cities et #UCLGMeets ont été une tendance à Tanger, au Maroc et en Espagne pendant toute la durée du Séminaire.**

---

- ◆ Une session de réseautage sur les **services publics locaux** a permis de mettre l'accent non seulement sur la fourniture de services mais également sur les personnes qui travaillent dans les municipalités et fournissent des services (ce que nous entendions véritablement par « service public »). La session a donné lieu à de nombreux échanges d'expériences en Afrique et en Asie, et a permis de concrétiser des recommandations clés sur : les **droits des travailleur-se-s**, qui doivent être pleinement considérés comme des droits humains ; les **emplois décents**, avec pour but de ne laisser personne pour compte ; et le caractère fondamental de la formation si l'on entend aller plus loin et encourager les gouvernements locaux et régionaux à entamer des **dialogues sociaux constructifs** avec leurs travailleur-se-s. Les échanges se sont conclus sur la proposition d'établir une **vague d'action** sur la question spécifique du service public local et déterminer comment les bonnes pratiques pourraient être reproduites partout dans le monde.

- ◆ Une **session de travail des secrétariats de CGLU** a rassemblé le secrétariat de CGLU et ses sections, pour discuter des **questions stratégiques** telles que l'agenda de la réunion 2020 du Forum politique sur le développement (PFD) ; l'initiative UN75 et la façon dont les sections de CGLU peuvent contribuer à organiser des consultations régionales et donner de la visibilité à cette grande initiative ; la transition écologique et sa place dans l'agenda de CGLU ; mais aussi des **affaires institutionnelles**, telles que les préparatifs pour les réunions statutaires de CGLU et la proposition d'une évaluation de la santé de CGLU et ses performances globales.

## REMERCIEMENTS

CGLU voudrait faire une reconnaissance et remerciement spécial à tous les acteurs institutionnels qui ont soutenu l'organisation du Séminaire Tanger 2020 et ont participé à son succès : Le Ministère de l'Intérieur, à travers Monsieur le Wali, Khalid Safir, Directeur Général des Collectivités Locales, Monsieur Mohamed Jabri, Gouverneur, Directeur de la coopération, Monsieur Mohamed Mhedia, Wali de la Région de Tanger-Tétouan- Al Hoceima, ainsi que le Maire de la ville de Tanger, Monsieur Bachir Abdaloui, la Présidente de la Région, Fatima el Hassani. Aussi, remercier Madame la Ministre de l'Habitat et Monsieur le Ministre délégué auprès du Ministre des Affaires Étrangères, Monsieur Mohcine Jazouli.



Consulter les albums du Séminaire et campus de CGLU :

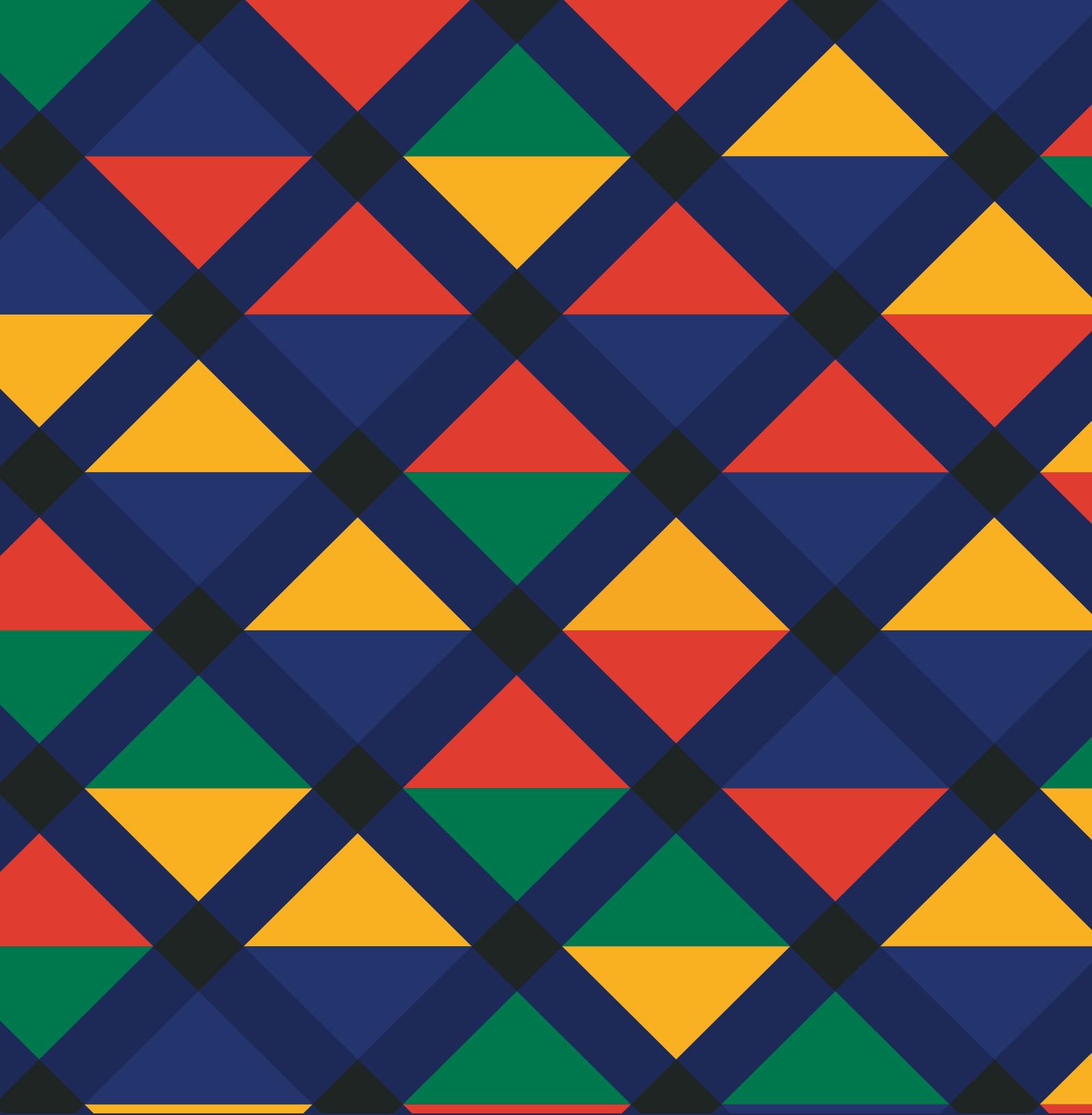
[1er jour : 24.02.2020 - Séminaire & campus de CGLU](#)

[2e jour : 25.02.2020 - Séminaire & campus de CGLU](#)

[3e jour : 26.02.2020 - Séminaire & campus de CGLU](#)

[4e jour : 27.02.2020 - Séminaire & campus de CGLU](#)

[5e jour : 28.02.2020 - Séminaire & campus de CGLU](#)



**Avec le soutien financier de :**



Ce document a été réalisé avec le soutien financier de l'Union européenne. Le contenu de ce document est de la responsabilité de CGLU et sous aucun prétexte il ne peut être interprété comme le reflet du positionnement de l'Union européenne



Suède  
Sverige

Ce document a été financé par l'Agence suédoise de coopération internationale au développement, Asdi. Asdi ne partage pas nécessairement les opinions exprimées dans ce document. La responsabilité de son contenu incombe entièrement à l'auteur

